

LES POPULATIONS KANAK FACE AU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU NICKEL EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Gutachter:

Prof. Dr. em. Jean-Pierre Doumenge, Université Paul Valéry Montpellier III

Prof. Dr. Hans Gebhardt, Ruprecht-Karls-Universität Heidelberg

A mes parents

REMERCIEMENTS

Cette thèse a été une expérience particulièrement enrichissante et une aventure personnelle. J'ai pu découvrir une culture si différente, mais si semblable en même temps. L'accueil dans les tribus de Baco, Netchaot, Oundjo, Gatope et Touaourou a été d'une chaleur que je ne vais pas oublier.

La première personne que je voudrais profondément remercier est Antoine Cano Poady qui m'a accueilli pendant six mois dans sa famille en me considérant comme un fils. Il m'a ouvert beaucoup de portes et il a participé à cette recherche dans sa fonction en tant qu'enquêteur culturel de l'ADCK. Je garderai toujours en souvenir son accueil chaleureux à « Xalafœ », ainsi que son sens d'humour. Je remercie également le pasteur Hallo Nyikeine et sa famille qui m'ont accueilli à bras ouverts pendant deux mois dans leur maison à la tribu de Baco. Enfin, je tiens à remercier le vieux Jean Néa qui m'a ouvert ses portes pendant quelques jours. Plus largement, la famille de Cano et toute la tribu de Baco m'ont réservé un accueil me permettant de me sentir vraiment « à la maison ». Leur accueil demeure le ressort principal de mon intégration dans le monde kanak.

Je désire remercier Jean-Brice Herrenschmidt sans qui je n'aurais pas pu mener à bien ma thèse. Je lui suis grandement reconnaissant de son accueil dans l'équipe de l'unité Espace du centre IRD de Nouméa, ainsi que pour tous ses conseils me permettant de mieux orienter mes recherches. C'est également par son intermédiaire que j'ai pu rencontrer le directeur du service culturel de la Province Nord, Albert Sio, qui m'a ensuite introduit à Baco. Je voudrais donc exprimer également ici toute ma gratitude à Albert Sio et à toute l'équipe du Centre Culturel de Koohnê pour leur soutien et leur accueil dans leurs locaux.

J'ai eu en effet la chance d'intégrer l'unité Espace à l'IRD dont le rôle s'est avéré déterminant pour l'achèvement de cette recherche. Les locaux de l'équipe, le « Latical », constituent un lieu d'échange intellectuel fructueux, un espace de convivialité et d'encouragement personnel. Je tiens particulièrement à remercier Morgan Mangeas, le responsable de l'unité, et Marc Despinoy pour leurs encouragements et leur aide concernant l'élaboration des cartes avec le programme ArcGIS. Un grand merci aussi à Gilbert David, responsable du volet « géographie humaine » à l'unité Espace ; lors de ses passages à Nouméa, il m'a toujours donné des conseils qui ont fait avancer mes réflexions.

Cette thèse a d'ailleurs pu être réalisée grâce aux aides financières de l'unité Espace, des programmes GERSA et PNEC ainsi que grâce à la bourse franco-allemande de l'Université franco-allemande (UFA).

Je souhaite remercier tous les habitants des tribus de Netchaot, Oundjo, Gatope et Touaourou qui ont participé à mes travaux et m'ont toujours accueilli. En particulier, je voudrais remercier Samuel Goromido qui a cheminé à mes côtés dans mon travail de thèse et qui m'a accueilli dans sa case à Netchaot. Je n'oublie pas Etienne Goa et Robert Diéla qui m'ont fait connaître la tribu d'Oundjo et qui m'ont beaucoup aidé dans mon travail. Je remercie aussi la famille Gouneboadjane à la tribu de Gatope et le pasteur Paxa de Netchaot avec qui j'ai partagé beaucoup d'heures de discussion. A Touaourou dans le Sud, je souhaite remercier Chanel Ouetcho et sa famille pour les multiples accueils dans leur maison. Je garde en mémoire tous les moments conviviaux partagés avec le groupe de musique Hümaa-Gué qui a d'ailleurs écrit une chanson sur la mise en place du projet Goro Nickel (« Terre du Sud »).

Je dois beaucoup à tous les jeunes qui ont réalisé des enquêtes avec et pour moi : Jenny Kowi et Eyda Poudewa à Netchaot, Hato Wabealo et Jennifer Neimbo à Bako, Brenda Wazone à Oundjo, Corinne Dianai et Ronald Gouneboadjane à Gatope. Sans eux, je n'aurais jamais pu avoir ces données sur lesquelles est basée une bonne partie de mes résultats de thèse. Je remercie également toutes les personnes enquêtées et interviewées dans les tribus que j'ai cheminées ; c'est grâce à leur confiance que j'ai pu porter à bien ce travail.

Ma gratitude va aussi à Alban Bensa, Yvon Goromoedo, Noël Pohijilan et Jenny Kowi qui ont contribué à élaborer les cartes toponymiques de la tribu de Netchaot.

Je désire remercier profondément toutes les personnes en France et en Allemagne qui ont accompagné mes travaux de thèse et qui m'ont encouragé tout le long de mon parcours.

Tout d'abord mon directeur de thèse Jean-Pierre Doumenge dont sa grande connaissance de la Nouvelle-Calédonie en général a constitué un atout majeur pour éclairer et faire avancer cette recherche à ses différentes étapes. Je le remercie beaucoup pour ses encouragements, ses corrections et son accueil amical à Bordeaux.

J'exprime ma gratitude à Hans Gebhardt, mon directeur de thèse à l'Université de Heidelberg, dont l'exigence scientifique a fait avancer l'élaboration de cette thèse. Il m'a en outre permis le changement rapide de l'Université de Hanovre à Heidelberg. La participation aux colloques qu'il a organisé pour ses doctorants a été précieuse. Merci aussi à Jürg Wassmann, Verena Keck, Alexis von Poser et Anita Stadler qui ont été mes premiers contacts à Heidelberg et qui m'ont amicalement accueilli dans leurs maisons. Ma gratitude va aussi à mon ami Marcel Bannasch qui m'a toujours ouvert ses portes et offert son hospitalité dans son appartement à Heidelberg.

Une pensée particulière va également à mon ancien directeur de thèse à l'Université de Hanovre, Hanns J. Buchholz. C'est à lui que je dois mon premier contact avec la Nouvelle-Calédonie en 2001. A l'époque, il m'avait proposé un stage afin de rédiger le mémoire de fin d'études à la Communauté de Pacifique (CPS). Après le « Premier Examen d'État » à Hanovre, il m'a encouragé à continuer avec une thèse de doctorat en géographie.

Je tiens à remercier les différentes personnes acceptant de relire et de corriger les différents chapitres de ma thèse : Annabel Bariseel, Marlène Degremont, Abigaël Entzmann, Nelly Fischer, Kathrin Oporek, Annick et Daniel Soudais, Marie Toussaint, Yohan Waru et Antoine Wickel. Une mention spéciale mérite d'être décernée à mon ami Jérémie Franchitti qui a été un « moteur de motivation » et qui a sacrifié beaucoup de temps pour lire un tiers du manuscrit. Merci aussi à mon collègue au collège/lycée Michael Haken qui m'a aidé dans la traduction en anglais ainsi qu'à mon ami Jean-Christophe Rault qui a contribué à réaliser les cartes avec le programme ArcGIS.

Mes remerciements vont aussi à Régis Martin de l'ADRAF et à toute l'équipe de l'antenne de l'ADRAF de Koné. Merci également à Pascal Rota de la DITTT à Nouméa de m'avoir fourni les données pour la réalisation des cartes toponymiques.

Je tiens à exprimer mes remerciements à l'équipe de la SAEML Grand Projet VKP, qui a contribué à la recherche avec ses informations, et à tous les élus de la mairie de Koné. Merci aussi à Denis Poignonec, Stéphanie Habasque-Tobie et Frank Ikiara de KNS ainsi qu'à Jacques Loquet du CEK pour leurs informations et encouragements. Je voudrais exprimer ma reconnaissance à Jean-Michel Sourrisseau qui m'a accueilli pendant quelques jours dans les locaux de l'IAC à Pouembout. Un merci aussi au professeur Wolfgang Gieler de l'Université Okan Istanbul qui m'a permis de présenter de façon régulière quelques résultats de mon travail et qui m'a toujours motivé à continuer.

Je remercie profondément mes amies et collègues des études calédoniennes Manon Capo, Abbygaël Entzmann et Marie Toussaint avec qui j'ai eu des discussions fructueuses et particulièrement intéressantes sur nos sujets de recherche respectifs. Une pensée particulière va aussi à mes amis Johana Téin et Hervé Brossard qui m'ont toujours encouragé et à Théo Moehamad qui a contribué à l'élaboration de cette thèse.

Je garde un souvenir ému des « vieux » et « vieilles » de Baco que j'ai rencontré et qui ont disparu depuis : Philibert Dianou et le « papa » de Louis Poadjaré.

Enfin, une dédicace va aussi au collège/lycée « Gymnasium Lilienthal », et en particulier à l'ancien proviseur R.-J. Schultz qui m'a encouragé à commencer cette thèse en parallèle de mon travail d'enseignant au collège/lycée. Merci aussi à mes collègues Stephan Spieker et Karen Meyer qui m'ont tenu au courant de la vie au collège/lycée lors de mes séjours en Nouvelle-Calédonie et qui m'ont toujours soutenu.

Néanmoins, les personnes à qui je dois le plus sont certainement mes parents, non seulement pour leur soutien, mais surtout d'avoir accepté de partager les moments heureux et les moments difficiles tout au long de ce travail de thèse. Merci.

RÉSUMÉ

En Nouvelle-Calédonie, un pays d'outre-mer français, sont réalisées deux nouveaux projets métallurgiques : Koniambo en Province Nord, province gouvernée par les indépendantistes du FLNKS, et Goro Nickel en Province Sud, province gouvernée par les loyalistes du Rassemblement-UMP. L'usine du Nord est en cours de construction par un consortium de la SMSP local et du groupe suisse Xstrata, et devrait être mise en service début 2012. Les travaux pour le projet Goro Nickel, réalisés par le groupe brésilien Vale Inco, sont terminés et depuis début 2009 l'usine est en service. Tandis que le projet « usine du Nord » s'inscrit dans la politique de rééquilibrage du territoire, le projet Goro Nickel renforce à contrario la prééminence économique de la capitale Nouméa, située à environ 50 km de là.

Les résidents des tribus de Gatope, Oundjo, Baco et Netchaot, situées à proximité de la future usine du Nord, ont une perception grosso modo positive du projet Koniambo. Ils voient dans la construction de l'usine non seulement un instrument politique pour l'émancipation de la population kanak, mais associent le projet surtout à l'espoir d'avoir un emploi. Il est frappant de constater que l'acceptation du projet diminue avec l'approchement du site industriel. De l'autre côté, les résidents des quatre tribus craignent les impacts sur l'environnement, surtout sur le lagon et les mangroves. Mais le terme « environnement » n'englobe pas uniquement l'environnement physique et biologique, mais également l'environnement culturel. Sur terre et en mer se trouvent des lieux sacrés qui ont une valeur d'identité.

Le projet Koniambo comprend, à part la construction de l'usine même, le développement socio-économique de la zone Voh-Koné-Pouembout. De nouveaux logements locatifs, des zones d'activités et des équipements culturels sont construits afin de mettre à disposition de l'usine les infrastructures sociales et matérielles adaptées et afin de maintenir les nouveaux arrivants dans la région. Les terres de la population kanak qui sont soumises au droit coutumier sont censées être intégrées dans ce développement économique. Outre un emploi direct chez l'opérateur minier, la création d'une entreprise de sous-traitance, l'acquisition d'actions, la mise en valeur des terres coutumières représente donc un moyen de participation et d'intégration dans le projet Koniambo. Parmi les quatre tribus étudiées, Baco dispose des terres les plus étendues et remplit, grâce à sa situation géographique proche du chef-lieu de la Province Nord Koné, les meilleures conditions requises pour une intégration de ses GDPL dans le développement de la zone VKP. Mais la mise en valeur d'une partie du GDPL clanique de Bako, où sont construits entre autres un musée Lapita, un centre commercial et un cinéma, montre aussi que des conflits entre clans resurgissent concernant la question foncière. Les presqu'îles de Pinjen et de Vavouto où est construite la nouvelle usine métallurgique sont d'autres exemples de conflits autour de la question foncière.

La mise en place parallèle des deux usines métallurgiques renforce la concentration et la dépendance économique sur le secteur du nickel, cette dépendance maintenant le pays dans une relative fragilité. Nous nous situons au cœur d'une dialectique difficile à assumer, avec d'une part un développement industriel rapide qui entraîne l'apparition de nouvelles disparités sociales et qui pourrait accroître la marginalité des populations tribales kanak lorsqu'elles ne sont pas ou peu connectées à ce développement. D'autre part, les populations kanak ont la possibilité de devenir des acteurs du développement industriel ; et la Nouvelle-Calédonie possède un outil pour atteindre une plus grande indépendance économique si le pays réussit à inscrire dans la longue durée les actuels projets industriels en mettant en place un système qui oblige les opérateurs industriels à transférer leur « savoir-faire ».

ZUSAMMENFASSUNG

Im französischen Überseegebiet Neukaledonien entstehen zwei neue Metallverarbeitungsfabriken: Koniambo in der von der Unabhängigkeitsbewegung FLNKS regierten Nordprovinz und Goro Nickel in der von der unabhängigkeitskritischen Partei „Rassemblement-UMP“ regierten Südprovinz. Die „Fabrik des Nordens“ wird von einem Konsortium der einheimischen SMSP und des Schweizer Großunternehmens Xstrata realisiert und soll Anfang 2012 ihren Betrieb aufnehmen. Goro Nickel wurde vom brasilianischen Bergbauriesen Vale Inco Anfang 2009 fertig gestellt und fährt seitdem seine Produktion langsam hoch. Während das Koniambo-Projekt die Politik des räumlichen Ausgleichs unterstützt, wird das Goro-Nickel-Projekt die wirtschaftliche Vorrangstellung der Hauptstadt Nouméa fördern, die etwa 50 km von der Fabrik entfernt liegt.

Die Einwohner der Kanak-Dörfer Gatope, Oundjo, Baco und Netchaot, in der Nähe der zukünftigen „Fabrik des Nordens“ gelegen, haben eine im Großen und Ganzen positive Meinung von dem Nickelprojekt „Koniambo“. Sie sehen im Bau der Fabrik nicht nur ein politisches Instrument für die Emanzipation der kanakischen Bevölkerung, sondern verbinden mit dem Projekt vor allem die Hoffnung auf einen Arbeitsplatz. Auffallend ist dabei, dass die Zustimmung abnimmt, je näher das Dorf an der zukünftigen Fabrik liegt. Auf der anderen Seite fürchten die Bewohner der vier Dörfer negative Auswirkungen auf die Umwelt, insbesondere auf die Lagune und die Mangrovenwälder. Der Begriff „Umwelt“ steht jedoch nicht nur für die physische und biologische Umwelt, sondern auch für die kulturelle. Sowohl an Land als auch im Meer finden sich Heiligenstätten, die einen identitätsstiftenden Wert haben.

Das Koniambo-Projekt umfasst neben dem Bau der eigentlichen Metallverarbeitungsfabrik auch die sozio-ökonomische Entwicklung der Region Voh-Koné-Pouembout. Es entstehen neue Mietwohnungen, Industriegebiete und kulturelle Einrichtungen, um der Fabrik die notwendige materielle und soziale Infrastruktur zur Verfügung zu stellen und die neu hergezogene Bevölkerung in der Region zu halten. Auch die Ländereien der kanakischen Bevölkerung, die einem anderen Landrecht, dem „droit coutumier“, unterliegen, sollen in die wirtschaftliche Entwicklung mit einbezogen werden. Neben der Möglichkeit eines Arbeitsplatzes beim Nickelunternehmen, der Gründung eines Zuliefererunternehmens und dem Kauf von Aktien bildet die gewinnbringende Bewirtschaftung von Ländereien folglich eine Chance zur Partizipation am Koniambo-Projekt. Von den vier untersuchten Kanak-Dörfern besitzt Baco die flächenmäßig größten Ländereien und verfügt durch seine Gunstlage unweit der Provinzhauptstadt Koné über die besten Voraussetzungen zur Integration in die wirtschaftliche Entwicklung der Region VKP. Die gewinnbringende Bewirtschaftung eines Teils des „GDPL clanique de Baco“, wo unter anderem ein Lapita-Museum, ein Einkaufszentrum und ein Kino entstehen sollen, zeigt aber auch, dass es immer wieder zu Streitigkeiten zwischen den Clans um die Landfrage kommt. Die Halbinseln Pinjen und Vavouto, wo zurzeit die neue Metallverarbeitungsfabrik gebaut wird, sind weitere Beispiele für Konflikte um die Landrechtsfrage.

Der gleichzeitige Bau der Fabriken Goro Nickel und Koniambo verstärkt die Konzentration und die wirtschaftliche Abhängigkeit vom Nickelbergbau. Diese Abhängigkeit macht das Land anfällig für Krisen. Die Argumentation ist schwierig zu führen, mit einer auf der einen Seite schnellen industriellen Entwicklung, die aber auf der anderen Seite neue soziale Disparitäten nach sich zieht. Während einige Kanak die Entwicklung nutzen können, werden andere wahrscheinlich unter einer verstärkten Marginalisierung leiden. Neukaledonien wird die Möglichkeit erhalten, wirtschaftlich unabhängiger zu werden, wenn es dem Land gelingt, die internationalen Unternehmen zu einem Transfer von „Know-how“ zu bewegen.

ABSTRACT

Currently, two metal processing plants are built in the French overseas territory of New Caledonia: Koniambo, located in the northern province which is reigned by the independence movement FLNKS, and Goro Nickel located in the southern province and reigned by “Rassemblement-UMP”, a party being rather critical of the efforts towards independence.

The “factory of the north”, due to commence operations early next year, is realised by a consortium of the local SMSP and the Swiss large scale enterprise Xstrata. Goro Nickel was completed by the Brazilian mining giant Vale Inco at the beginning of 2009 and has since started up production slowly. In contrast with the policy of territorial balance, supported by the Koniambo-Project, the Goro-Nickel-Project will nurture the economic pre-eminence of the capital Nouméa which is approximately fifty kilometres away from the factory.

The inhabitants of the Kanak-villages Gatope, Oundjo, Baco and Netchaot, located near by the future “factory of the north”, are generally speaking in favour of the nickel project “Koniambo”. They not only regard the construction of the factory as a political instrument for the emancipation of the Kanakian population, but, above all, associate the project with the hope of a job. Remarkably, the nearer the factory is to the village, the less support it gains from the local population. As a result, public opinion was more favourable in Netchaot and Baco than in Oundjo. On the other hand, the inhabitants of the four villages fear negative impacts on the environment, especially concerning the lagoon and the mangrove forests. The term “environment”, however, does not only embrace the physical and biological, but also the cultural environment. Identity-establishing holy sites are to be found ashore as well as in the sea.

In addition to the actual construction of the metal processing plant, the Koniambo-project also includes the socio-economic development of the region Voh-Koné-Pouembout. New rented flats, industrial areas and cultural facilities emerge in order to provide the factory with the necessary material and social infrastructure and to keep the people in the region. The estates of the Kanakian people, which are subject to a different law of the land, viz. the “droit coutumier”, shall be also included in the economic development. Alongside the opportunity to get a job at the nickel enterprise, the foundation of a supplier and the purchase of stocks, the valorisation of estates thus forms a chance to participate in the big Koniambo-project.

Baco is equipped with the largest estates in size, and through its advantageous location not far from the provincial capital Koné it is provided with the best premises to integrate its GDPLs into the economic process of the region VKP. The valorisation of a part of the “GDPL clanique Baco”, where, among other things, a shopping centre, a Lapita-museum and a cinema are planned, also displays the repeated conflict over the land issue among the clans.

In this respect, the issue regarding the legal proprietor and who can rightfully claim a territory, are repeatedly raised. The peninsulas Pinjen and Vavouto, where the new metal processing plant is currently built, are further examples of disputes about issues concerning the law of the land.

Additionally, the simultaneous construction of the nickel plants Goro Nickel and Koniambo leads to a rapid industrial development which results in social disparities. Whereas some Kanak make use of the development, others will likely suffer from such a marginalisation. New Caledonia will obtain the chance to be economically more independent if the country succeeds in inducing international concerns to transfer their “know how”.

AUSFÜHRLICHE ZUSAMMENFASSUNG

Neukaledonien – die „Nickelinsel“

Das französische Überseegebiet Neukaledonien ist mit einer Landfläche von 19.093 km² die drittgrößte Insel des Südpazifiks. Der Archipel setzt sich aus einer Hauptinsel, genannt „Grande-Terre“, von 16.750 km² (d.h. 88% der Gesamtlandfläche) und mehreren peripheren Inseln zusammen. Seit dem Vertrag von Nouméa 1998 verfügt das Land über ein politisches Übergangstatut, das die Übernahme sämtlicher Zuständigkeiten des französischen Staates durch die neukaledonische Regierung vorsieht, mit Ausnahme der Ressorts Öffentliche Ordnung, Verteidigung, Finanzen, Justiz und Außenpolitik. Im Zeitraum 2014-2018 soll ein Referendum über die Übernahme der verbleibenden Zuständigkeitsbereiche und somit über die Umwandlung in einen eigenständigen Staat stattfinden. Bereits heute kann Neukaledonien als ein Land mit geteilter Souveränität bezeichnet werden. Das Abkommen wurde zwischen den Unabhängigkeitsbefürwortern der FLNKS („Front de libération national, kanak et socialiste“) und den Unabhängigkeitsgegnern der RPCR („Rassemblement pour la Calédonie dans la République“), mittlerweile Rassemblement-UMP, geschlossen und vom französischen Premierminister unterzeichnet. Der Vertrag von Nouméa führt das Land folglich auf den Weg zu einer vollständigen Souveränität, auch wenn nicht sicher ist, ob die verbleibenden Kompetenzen jemals an die neukaledonische Regierung übertragen werden. Die autochthone Bevölkerungsgruppe der Kanak, die mehrheitlich hinter der Unabhängigkeitsbewegung steht, stellt ungefähr 40% der Gesamtbevölkerung von knapp 246.000 (Zensus 2009). Laut Prognosen würde ein zurzeit stattfindendes Referendum über die vollständige Souveränität negativ ausfallen, da die europäisch- und asiatischstämmige Bevölkerung die politische Unabhängigkeit nach wie vor größtenteils ablehnt.

Die Unabhängigkeitsbewegung entstand in den 1970er Jahren, nachdem die französische Regierung im Zuge des Nickelbooms von 1969-1972 einige Autonomierechte des Überseegebietes rückgängig gemacht hatte. Die damalige gaullistische Regierung stand einer weitreichenden Autonomie skeptisch gegenüber. In den Jahren 1965 und 1969 nahm der Staat durch zwei Gesetzesvorlagen die Kompetenzen im Bergbau und in der Schulbildung (Sekundarstufe) wieder an sich. Der damalige Premierminister Messmer sorgte sich um die französische Präsenz in Neukaledonien und schlug eine verstärkte Förderung der Immigration in das Überseegebiet vor. Stellten die Kanak 1956 noch die Mehrheit der Gesamtbevölkerung (51,1%), so gerieten sie 1969 erstmals in eine Minderheitenposition (46% der

Gesamtbevölkerung) (Vivier 2009, S. 22). Diese Situation hat sich bis heute nicht geändert. Zu Unruhen zwischen Unabhängigkeitsbefürwortern und –gegnern kam es in den 1980er Jahren, als die Forderungen nach politischer Emanzipation immer radikaler wurden. Als im Jahr 1988 ein neuer politischer Statut den vier neukaledonischen Provinzen, von denen drei von den Unabhängigkeitsbefürwortern regiert wurden, politische Kompetenzen entzog, blockieren Unabhängigkeitskämpfer der FLNKS Straßen und Plätze. Erst nach der Tragödie von Ouvéa werden schließlich Friedensverhandlungen aufgenommen. Zu der Tragödie kam es nach der Besetzung eines Polizeireviers auf der Insel Ouvéa durch Unabhängigkeitskämpfer. Die Geiselnahme der dort stationierten Gendarme wurde von Frankreich mit der Stürmung der Grotte, wo sich die Geiselnahmer aufhielten, beendet; dabei kamen sämtliche 21 Unabhängigkeitskämpfer und 2 Gendarme ums Leben. Die kanakische Unabhängigkeitsbewegung warf Frankreich vor, die Geiselnahmer bei der Stürmung der Grotte ermordet zu haben. Die darauf folgenden Friedensverhandlungen führten zu den Verträgen von Matignon, die ein Unabhängigkeitsreferendum nach 10 Jahren vorsahen. Ein Jahr nach den Verträgen wurde der politische Führer der Unabhängigkeitsbewegung, Jean-Marie Tjibaou, von einem kanakischen Extremisten ermordet. Vor Ablauf der 10-Jahres-Frist einigten sich Unabhängigkeitsgegner und –befürworter, gemeinsam mit Vertretern des französischen Staates, schließlich auf eine Ausweitung des Autonomiestatuts und eine Verschiebung des Referendums auf den Zeitraum 2014-2018. Dies wurde im Vertrag von Nouméa 1998 festgeschrieben.

Die neukaledonische Gesellschaft zeichnet sich durch eine kulturelle Vielfalt aus, wobei die „plurikulturelle“ Gesellschaft nur im urbanen Kontext, insbesondere in Nouméa, der Hauptstadt Neukaledoniens, aufblüht. Die Lebensweise der autochthonen Kanak unterscheidet sich fundamental von jener der europäischen Bevölkerung: der multisäkulären, agrarisch geprägten Gesellschaft der Kanak, steht die kosmopolitische, städtisch geprägte Gesellschaft der Europäer, die weitgehend eine Mischlingsgesellschaft ist, gegenüber.

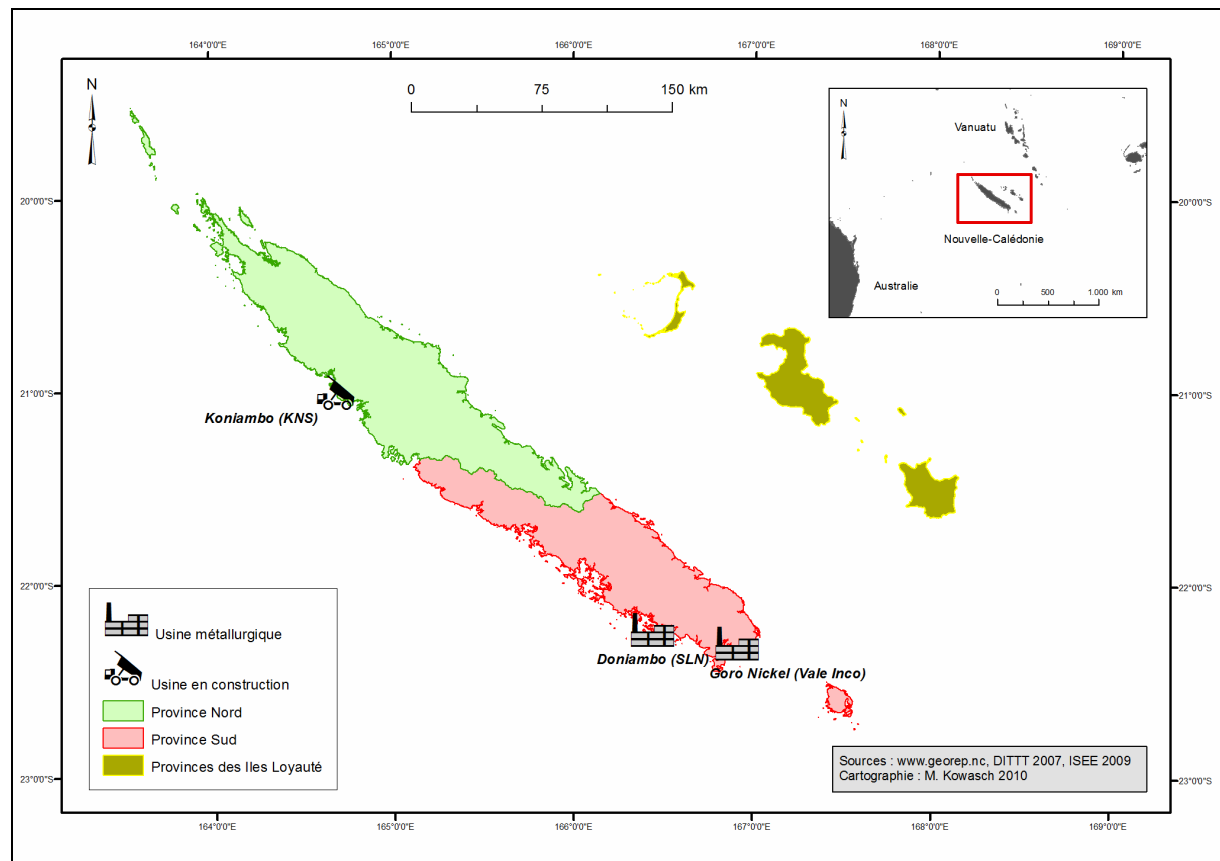
Die Kanak haben lange Zeit unter dem „code de l’indigénat“ und den Diskriminierungen der Kolonialregierung, welche sie in Reservate abschob, gelitten. Der „code de l’indigénat“ wurde 1946 abgeschafft, erst ab diesem Zeitpunkt konnten die Kanak ihren Wohnort frei wählen. Sie erhielten, wenn sie es wünschten, auch die französische Staatsbürgerschaft. Aber erst mit den Verträgen von Nouméa 1998 erkannte die französische Regierung die kanakische Kultur und Identität zum ersten Mal offiziell an. Die Folgen der Kolonialisierung des Landes zeigen sich noch heute in der räumlichen Bevölkerungsverteilung, welche die Dualität der Lebensräume unterstreicht: In den Provinzen „Nord“ und „Îles Loyauté“ haben die Kanak einen Bevölkerungsanteil von 78% bzw. 97%. In der „Province Sud“ mit der Hauptstadt Nouméa sind 45% der Bevölkerung europäischen

Ursprungs. Die Dualität der Lebensräume wird auch durch zwei verschiedene Landrechtssysteme unterstrichen: dem französischen „droit commun“ (Gemeinrecht) und dem kanakischen „droit coutumier“ (Gewohnheitsrecht). Dem Gewohnheitsrecht unterliegen sämtliche „Reservate“, in welche die Kanak während der Reservate-Politik der französischen Kolonialregierung (1903) „abgeschoben“ wurden. Zu jener Zeit fanden sich die Kanak auf 10% der Landesfläche Neukaledoniens wieder. Erst mit den Landrechtsreformen in den 1970er Jahren wurden den Kanak Ländereien – anfangs in Form von GIE („Groupement d'intérêt économique), später in Form von GDPL („Groupement de droit particulier local“) – zurückgegeben. Im Jahr 2010 wurde das Ziel der Landrechtsreform schließlich erreicht: der Ausgleich zwischen privaten europäischen Besitztümern und kanakischen Ländereien auf der Hauptinsel „Grande-Terre“. Nimmt man die Loyauté-Inseln hinzu, die in ihrer Gesamtheit zu Reservaten erklärt worden waren, stellen die kanakischen Ländereien mehr als 50% des „Privatbesitzes“ (auch wenn die kanakischen Ländereien keinen eigentlichen „Privatbesitz“ darstellen, da sie in Gemeinschaft verwaltet werden). Die kanakischen Ländereien sind im Gegensatz zum europäischen Landrecht unveräußerlich, und im Prinzip unterliegt das Land keinerlei Spekulation.

Die neukaledonische Wirtschaft, die sich in erster Linie auf die Hauptstadt Nouméa konzentriert, hängt in starkem Maße von den Transferzahlungen des Mutterlandes Frankreich ab. Diese wirtschaftliche Abhängigkeit scheint unvereinbar mit dem auch von Frankreich unterstützten politischen Emanzipierungsprozess. Im Gegensatz zur Mehrheit der kleinen Inselstaaten des Südpazifiks verfügt Neukaledonien aber über große Rohstoffvorkommen, von denen die Hälfte noch gar nicht ausgebeutet wurde. Der Archipel besitzt 9% der weltweiten Nickelerzvorkommen, andere Schätzungen gehen gar von 20-30% aus. Die einzige Metallverarbeitungsfabrik „Doniambo“, in Nouméa gelegen, produzierte 2007 51.031 Tonnen Nickelmetall. Die „Société Le Nickel“ (SLN), ein Tochterunternehmen des französischen Groß-Konzerns Eramet, unterhält die Fabrik und ist damit Monopolproduzent von Nickelmetall in Neukaledonien. Ein Großteil der Nickelerze wird jedoch direkt nach Australien, Asien oder Europa verschifft, wo die Erze zu Ferronickel und Nickelmatte weiterverarbeitet werden. Die Nickelindustrie hat insgesamt „nur“ einen BIP-Anteil von 20% (2007), stellt aber dennoch die Rolle des Motors für die neukaledonische Wirtschaft und das Rückgrat für die künftige Entwicklung des Landes dar. Die Nickelprodukte sind das mit Abstand wichtigste Exportgut des Landes: Im Jahr 2008 stellten sie 94% des gesamten Exportvolumens, gemessen an den erzielten Exportpreisen. Mit dem Höhenflug der Rohstoffpreise um die Jahrtausendwende begannen internationale Unternehmen erneut sich für die Nickelressourcen in Neukaledonien zu interessieren. Neben der bereits existierenden Nickelfabrik „Doniambo“ bauen daher das brasilianische Großunternehmen Vale Inco (früher

Inco) und das Konsortium Xstrata/SMSP neue Metallverarbeitungsfabriken in Neukaledonien. Während die Fabrik von Vale Inco im Süden des Landes entsteht (Goro-Nickel-Projekt), bauen das Schweizer Unternehmen Xstrata (früher Falconbridge) und die lokale SMSP („Société Minière du Sud Pacifique“) die seit Jahrzehnten ersehnte „Fabrik des Nordens“ (Koniambo-Projekt). Die Monopolstellung der SLN auf Neukaledonien wird somit gebrochen. Mit Hilfe der neuen Fabriken könnte Neukaledonien zudem seine Metallproduktion von derzeit maximal 60.000t auf 180.000t verdreifachen. Steuerbefreiungen und Ausnahmegenehmigungen im Arbeitsrecht haben die Ansiedlung der ausländischen Bergbauunternehmen erleichtert. So unterliegen z.B. ausländische Arbeitskräfte dem Arbeitsrecht ihres Heimatlandes.

Karte 1: Die Lage der Nickelverarbeitungsfabriken in Neukaledonien¹



Doch die Konzentration auf den Nickelbergbau und die damit verbundene Abhängigkeit von der Preisbildung auf dem Weltmarkt birgt auch große Risiken. Die Handelsbilanz Neukaledoniens ist chronisch defizitär, da fast alle Konsumgüter importiert werden müssen. Die Abhängigkeit von den Nickelexporten führt zu einer geringen Flexibilität der neukaledonischen Wirtschaft, die bei einem Niedergang der internationalen Rohstoffpreise in

¹ Usine métallurgique = Metallverarbeitungsfabrik; Usine en construction = sich im Bau befindliche Fabrik; Province Nord = Nordprovinz; Province Sud = Südprovinz; Province des Iles Loyauté = Provinz der Loyauté-Inseln

eine schwere Krise geraten könnte. Neben der mangelnden Diversifizierung hemmen auch die Überbezahlung französischer Beamter, die anhaltende Kapitalflucht und jene Steuerbefreiungen, die bei Gewinnabwurf des Unternehmens nicht aufgehoben werden, die Entwicklung der neukaledonischen Wirtschaft.

Die Entwicklung des Tourismus stagniert, seit Jahren kommen nur um die 100.000 Touristen pro Jahr nach Neukaledonien. Hohe Flughafengebühren und das Monopol der Fluggesellschaft „Air Calédonie“ führen zu hohen Reisekosten, die sich nur reichere Touristen leisten können. Das Preis-Leistungsverhältnis kann dem Vergleich mit anderen Reisezielen im Südpazifik (z.B. Fidschi oder Salomon-Inseln) nicht standhalten und die Lebenshaltungskosten sind höher als in Australien oder Neuseeland, was dazu führt, dass die Hotels des Archipels selten ausgebucht sind. Hinzu kommt, dass das Netz an Unterkünften außerhalb der Hauptstadt Nouméa mangelhaft ausgebaut ist. Auf der anderen Seite kann das Land mit außergewöhnlich schönen und vielfältigen Landschaften aufwarten, Große Teile der Lagune Neukaledoniens stehen seit Juli 2008 auf der Liste des Unesco-Weltnaturerbes. Zudem kommt die Malaria auf dem neukaledonischen Archipel nicht vor.

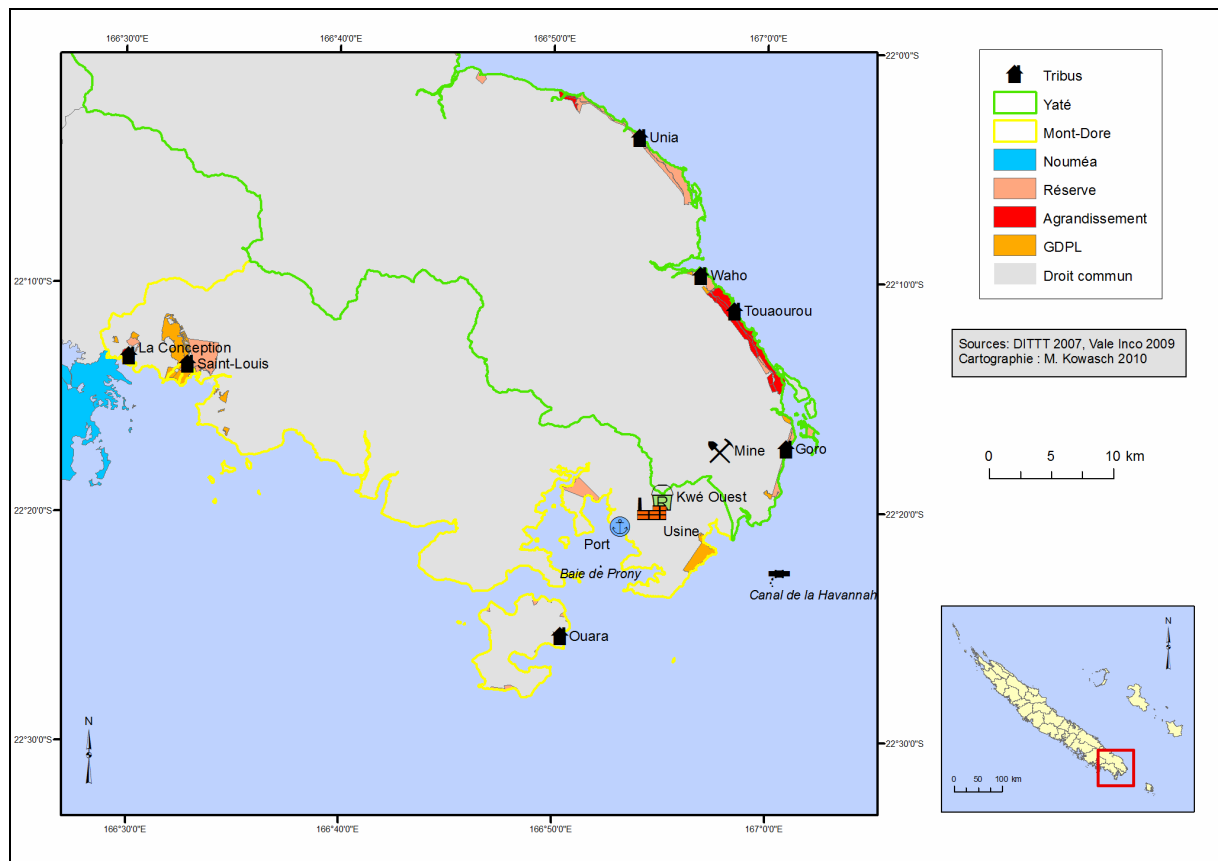
Die räumlichen und sozio-ethnischen Disparitäten sollen durch das Projekt einer Metallverarbeitungsfabrik im wirtschaftlich weniger entwickelten Norden des Landes ausgeglichen werden. Die FLNKS, die die Nord-Provinz regiert, machte die „Nickelfrage“ sogar zur Bedingung der Aufnahme von Verhandlungen zum Vertrag von Nouméa 1998. So bekam die der Nord-Provinz gehörende SMSP das sich im Besitz der SLN befindliche Koniambo-Massiv im Tausch gegen das Poum-Massiv (beide im Norden Neukaledoniens gelegen) und zusätzliche Ausgleichszahlungen zugesprochen. Ein geeignetes Erzvorkommen war notwendig, um die zukünftige „Fabrik des Nordens“ mit Nickelerzen versorgen zu können, und das Koniambo-Massif beherbergt Schätzungen zufolge eines der größten Nickelvorkommen weltweit. Im Vorfeld der Verhandlungen zum Vertrag von Nouméa hatte sich die SMSP bereits auf die Suche nach einem geeigneten Partner für sein Projekt „Fabrik des Nordens“ gemacht. Der gewiefte Generaldirektor der SMSP, André Dang, handelte dabei mit dem kanadischen Groß-Unternehmen Falconbridge, zu seiner Zeit der drittgrößte Nickelproduzent der Welt, einen 51-49%-Deal aus: Die SMSP sollte 51% der Anteile am Projekt halten, Falconbridge 49%. Im Gegenzug konnte Falconbridge, der Kapital und Know-how mitbrachte, der Unterstützung der lokalen Bevölkerung sicher sein. Bergbauunternehmen haben in der Vergangenheit in allen Teilen der Welt den Zorn lokaler Bevölkerungsgruppen auf sich gezogen. Die Gründe hierfür lagen grundsätzlich an mangelnder Partizipation, mangelndem Informationsfluss und gravierenden Umweltschäden. Die Unterstützung der lokalen Bevölkerung war folglich ein Argument, das die SMSP in die Waagschale der Verhandlungen werfen konnte. Nach dem Deal mit Falconbridge konnte die

SMSP dem französischen Staat gewisse finanzielle Sicherheiten zur Umsetzung des Projektes versprechen.

Die Metallverarbeitungsfabrik von Vale Inco wurde im Jahr 2009 fertig gestellt, seitdem wird die Produktion langsam hochgefahren. Die „Fabrik des Nordens“ hingegen befindet sich noch im Bau, die Inbetriebnahme ist für Anfang 2012 vorgesehen. Im Jahr 2010 wurde die Aushebung der Fahrrinne zum neuen Hafen auf der Halbinsel Vavouto beendet. Für die 5,2 km lange Fahrrinne wurden 7 Mio. km² Sedimente ausgehoben und außerhalb der Lagune wieder ins Meer verklappt. Doch nicht das Koniambo-Projekt im Norden, sondern das Goro-Nickel-Projekt im Süden führte zu den heftigsten Diskussionen über die ökologischen Auswirkungen des Nickelbergbaus. Im Gegensatz zu den Unternehmen SLN und KNS (Koniambo Nickel SAS), das von SMSP und Xstrata zur Durchführung des Koniambo-Projektes gegründet wurde, die auf ein klassisches pyrometallurgisches Verfahren zur Gewinnung der Nickelerze setzen, verwendet Vale Inco ein neues hydrometallurgisches Verfahren. Dabei werden die Erze nicht thermisch (unter Einsatz von Hochöfen) extrahiert, sondern mit Hilfe von Wasser und Schwefelsäure angereichert. Bei dieser „Kaltextraktion“ bleiben Reststoffe in fester und flüssiger Form zurück, wobei die flüssigen in den Kanal von Havannah im Süden Neukaledoniens entsorgt werden sollen. Die Ankündigung dieser Form der Rückständeentsorgung führte in den Dörfern in der Nähe der künftigen Metallverarbeitungsfabrik zur Gründung der Protestbewegung „Rheebu Nu“¹. Straßen wurden blockiert, Laster in Brand gesteckt, gerichtliche Prozesse gegen das Bergbauunternehmen Inco angestrengt. Nach der Übernahme von Inco durch die Brasilianer von Vale änderte sich der Ton. Vale Inco setzte den Mangangehalt in den Abwässern von 100 g/ml auf die internationale Norm von 1 g/ml herab. „Rheebu Nu“ und der Konzern schlossen im September 2008 einen Vertrag zur „nachhaltigen Entwicklung des großen Südens“ („Pacte pour un développement durable du Grand Sud“). Mit dem Geld aus dem Vertrag soll die wirtschaftliche Entwicklung des Südens vorangetrieben werden. Im Gegenzug verpflichtete sich „Rheebu Nu“, sämtliche Klagen gegen das Unternehmen fallen zu lassen und die Einleitung von Abwässern in die Lagune zu akzeptieren. Die Protestbewegung hatte sich in der Zwischenzeit jedoch auch zu einer politischen Partei „entwickelt“, welche im März 2008 die Kommunalwahlen in der Gemeinde Yaté (in der Farbe grün auf Karte 2) im Süden des Landes gewann. Die Gegner von „Rheebu Nu“ reagierten irritiert, als die neue Partei einige Monate später, im September 2008, den Vertrag mit Vale Inco unterschrieb. Für sie hat sich „Rheebu Nu“ an das Bergbauunternehmen verkauft. Eigentliches Ziel von Raphaël Mapou, dem Generalsekretär von „Rheebu Nu“, sei, laut ihrer Aussage, nicht der Naturschutz, sondern der Gewinn politischen Einflusses. R. Mapou war Ende der 1990er-Jahre aus der Unabhängigkeitsbewegung FLNKS ausgeschlossen worden, und gründete daraufhin eine eigene Partei (die FCCI), die er nach wenigen Jahren jedoch verließ. Auf der anderen Seite

muss betont werden, dass Mapous Bewegung „Rheebu Nu“ es geschafft hat, weite Teile der Bevölkerung für den Schutz der Natur zu sensibilisieren und den Umweltschutz zum tagespolitischen Thema zu machen.

Karte 2: Karte des Südens von Neukaledonien²



Während die „Fabrik des Nordens“ die Politik des räumlichen Ausgleichs unterstützt, ist dies bei der neuen Fabrik von Vale Inco im Süden des Landes nicht der Fall. Das Goro-Nickel-Projekt stützt sich auf die materielle Infrastruktur des Großraums Nouméa und das vorhandene Humankapital der Hauptstadt. Trotz alledem musste Vale Inco zeitweise mehrere Hundert vor allem philippinische Arbeitskräfte anstellen, um die Module der neuen Fabrik zusammen zu setzen. Die „Fabrik des Nordens“, die auf der Halbinsel Vavouto in der Gemeinde Voh an der Westküste gebaut wird, steht hingegen für den räumlichen und sozio-wirtschaftlichen Ausgleich des Landes. Das Projekt kann sich auf keine größere städtische Agglomeration stützen. Die Gemeinden Voh, Koné und Pouembout (Region VKP) hatten im Jahr 2004 zusammen gerade einmal 8.211 Einwohner (Voh 2.240, Koné 4.500, Pouembout 1.471). Die Bevölkerung konzentriert sich ebenso wie die Wirtschaft Neukaledoniens vollständig auf die Hauptstadt Nouméa, wo 75% aller Erwerbstätigen arbeiten, 70% der

² Tribus = Kanak-Dörfer; Réserve = Reservat; Agrandissement = Vergrößerung; GDPL – ein im Zuge der Landrechtsreform den Kanak zurückgegebenes Gebiet; Droit commun = Gemeinrecht

Unternehmen ihren Sitz haben und 73% der Reichtümer des Archipels produziert werden. Im Jahr 2009 lebten 39,7% der Gesamtbevölkerung Neukaledoniens in Nouméa, d.h. 97.579 von 245.800 (<http://www.isee.nc>). Die größten Wachstumszahlen weisen jedoch die Nachbargemeinden der Hauptstadt auf: Mont-Dore mit 25.683 Einwohnern im Jahr 2009 (20.780 im Jahr 1996), Dumbéa mit 24.103 (13.888 im Jahr 1996) und Païta mit 16.358 (7.862 im Jahr 1996). Der Großraum Nouméa, der alle vier Gemeinden umfasst, stellt damit 66,7% der Gesamtbevölkerung (Zensus 2009). Auch den Gemeinden der Region VKP ist ein hohes Bevölkerungswachstum in Aussicht gestellt. Schätzungen gehen von einer Verdopplung der Einwohnerzahlen von 2004 bis zum Jahr 2015 aus. Im Jahr 2009 sind es jedoch „nur“ 9.685 (Voh 2.408, Koné 5.199, Pouembout 2.078).

Für die Unabhängigkeitsbefürworter stellt das Koniambo-Projekt zudem ein politisches Instrument dar. Mit Hilfe der Fabrik möchte die FLNKS nicht nur an der Rohstoffausbeutung des Landes teilhaben, sondern eine wirtschaftliche Basis für eine eventuelle politische Unabhängigkeit schaffen. Um der zukünftigen „Fabrik des Nordens“ die notwendigen Infrastrukturen zur Verfügung zu stellen, soll die Region VKP wirtschaftlich und sozio-kulturell entwickelt werden: u. a. entstehen Industriegebiete, Mietwohnungen, Schwimmbäder und mehrere Einkaufszentren. Zu den bedeutendsten Projekten zählt dabei der Bau eines neuen Kulturzentrums für die Nordprovinz. 2010 konnte der Bau in der Provinzhauptstadt Koné fertiggestellt werden. In Zukunft werden hier Ausstellungen, Theateraufführungen und Treffen von Künstlern und Musikern stattfinden. Joseph Goromido, der Bürgermeister der Provinzhauptstadt Koné, spricht in diesem Zusammenhang gerne von der Idee einer „ozeanischen Stadt“. Die raumplanerische Entwicklung der Region VKP wird folglich nicht zwangsläufig einem europäischen Muster folgen, sondern möglicherweise einem neuen ozeanischen Modell. Bisher ist von diesem Modell in Voh, Koné und Pouembout allerdings nicht viel zu sehen, die Urbanisierung erfolgt eher einem europäischen Muster. Das Koniambo-Projekt genießt einen großen Rückhalt bei der lokalen, kanakischen Bevölkerung. Insgesamt erklärten 56% der befragten Einwohner der umliegenden Dörfer Gatope, Oundjo, Baco und Netchaot, in denen ich Umfragen durchgeführt habe, „für“ oder „eher für“ das Projekt zu sein, 24% schwankten noch, 13% äußerten sich negativ („dagegen“ oder „eher dagegen“), 2% hatten keine Meinung. Doch nicht die politische Dimension erklärt die große Unterstützung, sondern in erster Linie der wirtschaftliche Aspekt. Von 239 befragten Personen im Alter von 16 bis 78 Jahren verbanden 198 das Projekt mit der Hoffnung auf einen Arbeitsplatz (für sich, einen Verwandten oder Bekannten).

Tabelle 1: Vergleich der Nickelprojekte Koniambo und Goro Nickel

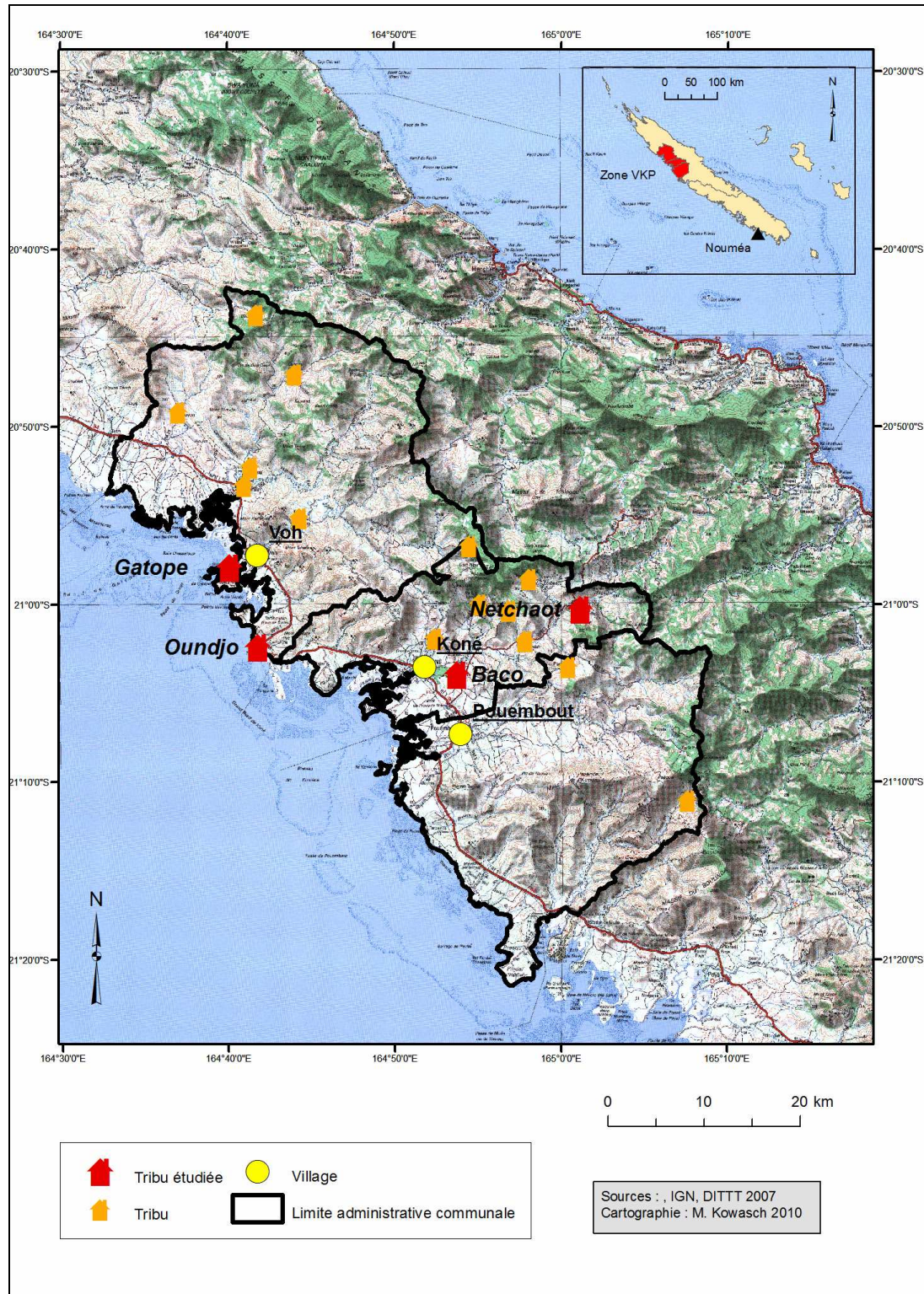
	Koniambo-Projekt	Goro Nickel-Projekt
Unternehmen	Koniambo Nickel SAS (KNS)	Vale Inco Nouvelle-Calédonie
Aktienverteilung	SMSP 51% Xstrata Nickel 49%	Vale Inco 69%, Sumitomo et Mitsui 21%, SPMS 10%
Jährliche Produktionskapazität	60.000 t Nickelmetal (als Ferronickel)	60.000 t Nickelmetal, 4.500 t Kobalt
Metallurgischer Prozess	Pyrometallurgisches verfahren (Garnierite)	Hydrometallurgisches Verfahren, Auswaschung mit Schwefelsäure (Laterite)
Jahre der Inbetriebnahme	2012 (Höchstleistung für 2013 geplant)	2009 (Höchstleistung für 2013 geplant)
Höhe der Investition	2,6 Milliarden Euro ³	2,19 Milliarden Euro ⁴
Arbeitsplätze (während der Produktionsphase)	Zwischen 800 und 1.000	Ungefähr 800
Politische Unterstützung	Unterstützung von allen politischen Parteien, aber insbesondere von PALIKA (Regierung der Nordprovinz)	Ausschließlich wirtschaftliches und kein politisches Projekt Unterstützung von fast allen politischen Parteien, insbesondere von den Konservativen (« Avenir ensemble », « Calédonie ensemble » und Rassemblement-UMP)
Die räumlich nächsten Kanak-Dörfer	Oundjo (1,5 km) Gatope (12 m)	Goro (gut 10 km)
Wichtigster Akteur für den Umweltschutz	Comité Environnement Koniambo (CEK), KNS-intern	Rheebu Nu (association coutumière externe à Vale Inco)
Gravierendste Umweltauswirkungen	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Ausbaggerung einer Fahrinne zum Hafen von Vavouto (5,2 km Länge, 12 m Tiefe) ◦ Zerstörung von Mangrovenwäldern 	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Einleitung von Abwässern, die Chrom und Mangan enthalten, in die neukaledonische Lagune (Kanal von Havannah) ◦ Lagerung von Reststoffen
Raumplanerische Auswirkungen	Sozio-ökonomischer Ausgleich Neukaledoniens dank der wirtschaftlichen Entwicklung der Region VKP	Stärkung der Agglomeration von Nouméa und damit des räumlichen Ungleichgewichtes
Konflikte mit der lokalen Bevölkerung	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Konflikte um Zulieferverträge ◦ Landrechtskonflikt auf der Halbinsel Pinjen, in den mehrere in Oundjo, Gatope und Népou lebende Clans verwickelt sind (Diéla, Nyadoune, Poadataba, Tchaounyane, Tidjite, Wabealo in Oundjo, Gouneboadjane in Gatope, Voudjo in Népou) ◦ Landrechtskonflikt auf der Halbinsel Vavouto, in den die Clans Fouange (Oundjo), Gouneboadjane (Gatope) und Poithily (Gatope) verwickelt sind ◦ Landrechtskonflikte bei der gewinnbringenden Bewirtschaftung von Ländereien der Kanak 	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Kampf des Komitees Rheebu Nu gegen das Goro Nickel-Projekt ◦ Politischer Konflikt um den Stadtrat der Gemeinde Xaté zwischen Rheebu Nu und der FLNKS (PALIKA), der die Clans von Unia, Waho, Touaourou, Goro und Ouara (Ouen-Insel) betrifft ◦ Konflikte um Zulieferverträge
Stärken und Fortschritte	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Unterstützung des Projektes durch die lokale Bevölkerung ◦ Partizipation der lokalen SMSP ◦ Freiwillige Verpflichtungen und Unterstützungen von KNS zur Entwicklung der Region VKP und im Bereich der beruflichen Ausbildung 	<ul style="list-style-type: none"> ◦ „Vertrag zur nachhaltigen Entwicklung des Großen Südens“, geschlossen zwischen Rheebu Nu und Vale Inco ◦ Weitere freiwillige Verpflichtungen von Vale Inco (im Bereich der beruflichen Ausbildung z.B.)

³ ISEE 2008, S. 5

⁴ ISEE 2008, S. 4

Präsentation der vier untersuchten Kanak Dörfer Gatope, Oundjo, Baco und Netchaot

Karte 3: Die Lage der vier Kanak-Dörfer Gatope, Oundjo, Baco und Netchaot innerhalb der Region VKP in Neukaledoniens Nordprovinz⁵



⁵ Tribu = Kanak-Dorf; Tribu étudiée = untersuchtes Kanak-Dorf; Village = Dorf/Kleinstadt; Limite administrative communale = Gemeindegrenze

Für die Umfragen und Interviews in den vier Kanak-Dörfern Gatope, Oundjo, Baco und Netchaot habe ich insgesamt 8 Monate im Dorf Baco gelebt und gearbeitet. Ich habe meine Gastfamilie zu Hochzeiten und Trauerfeiern begleitet, ebenso bei der Arbeit auf dem Feld. Repräsentanten der Dörfer haben mich zu Heiligenstätten geführt, und sind mit mir auf die Jagd und zum Fischfang gegangen. Bei den 239 befragten Personen wurde auch die Zusammensetzung des Haushaltes erfragt (Wie viele Personen wohnen in dem Haushalt? Wie alt sind diese? Gehen diese zur Schule, arbeiten sie oder sind sie in Rente, arbeitslos oder zu Hause?) In den Haushalten lebten insgesamt 758 Familienmitglieder. In Netchaot wurden 72 Personen befragt (wobei in den Haushalten insgesamt 235 Personen lebten), in Baco 99 Personen (299 in den Haushalten), in Oundjo 43 Personen (150 in den Haushalten) und in Gatope 22 Personen (74 in den Haushalten). Für die quantitative Umfrage gab es einen vorgefertigten Fragebogen, der statistisch ausgewertet werden konnte. Mehrere Jugendliche, junge Männer und Frauen aus Netchaot, Baco, Oundjo und Gatope haben bei der Erhebung geholfen. Neben der Umfrage habe ich mehrere informelle Interviews geführt, wobei einige Interviews mit den gleichen Personen in zeitlichen Abständen wiederholt wurden. Die Wiederholung diente dazu, Informationen zu überprüfen, eine Meinung zu neuen Ereignissen zu erhalten oder Informationen zu vervollständigen. Hinzu kam, dass durch das erste Gespräch ein gewisses Vertrauensverhältnis entstanden war und gewisse Informationen mir erst im zweiten oder dritten Gespräch mitgeteilt wurden. Wissen wird in der kanakischen Gesellschaft traditionell mündlich überliefert, das Wort hat daher eine höhere Bedeutung als die Schrift. Aus Respekt wird über die Meinung anderer Familien und Clans nicht gesprochen. Aus diesem Grund war es teilweise schwierig und langwierig, Informationen zu bekommen.

Das kleine Kanak-Dorf Gatope, direkt am Meer liegend, hatte im Jahr 2004 158 Einwohner (INSEE-ISEE 2004). Das Reservat umfasst eine Fläche von 286 ha, hinzu kommt ein GDPL Xuuti-Xuthapet von 16 ha. Das Dorf befindet sich ungefähr 12 km nördlich der neuen Metallverarbeitungsfabrik auf der Halbinsel Vavouto. Verwaltungstechnisch gehört Gatope zur Gemeinde Voh. In Gatope wird die Sprache Haveke praktiziert. Die protestantische Kirche wurde vom Clan des Chefs geschlossen, nachdem es zu einem Konflikt zwischen zwei verschiedenen protestantischen Glaubensrichtungen gekommen war („Freie Protestanten“ und „Autonome Protestanten“). In der Nähe des kleinen Dorfes befindet sich der Strand von Gatope, ein in der Region bekanntes Ausflugsziel, wo auch Festivitäten und Konzerte stattfinden.

Das Dorf Oundjo, das ebenfalls zur Gemeinde Voh gehört, liegt nur ca. 1,5 km südlich der zukünftigen Nickelverarbeitungsfabrik Koniambo, direkt am Meer. Im Jahr 2004 hatte es 363 Einwohner (INSEE-ISEE 2004), die Bwato und Haveke sprechen. Das Reservat umfasst

eine Fläche von 507 ha, hinzu kommt ein GIE Pinjen mit einer Fläche von 1.610 ha. In Oundjo gibt es eine protestantische Kirche („Freie Protestanten), ein Pastor lebt allerdings nicht im Dorf.

Obwohl es keinen echten „Fischer-Clan“ gibt, hat der Fischfang eine lange Tradition in Oundjo. Das Dorf besitzt ein informelles maritimes „Reservat“, das der exklusiven Nutzung der Clans von Oundjo dient. In der Vergangenheit kam es immer wieder vor, dass Auswärtige aus der Lagune vor Oundjo vertrieben wurden. Familien der benachbarten Dörfer können auf Anfrage, nach dem Austausch einer Geste⁶ oder gemeinsam mit Familien aus Oundjo in dem „Reservat“ fischen gehen. Laut Gesetz unterliegt die Kontrolle der Lagune und der exklusiven maritimen Wirtschaftszone dem französischen Staat, der seinen Staatsbürgern einen freien Zugang zum Meer garantiert. Das „maritime Reservat von Oundjo“ besitzt folglich einen informellen Charakter und wird vom Großteil der lokalen Bevölkerung (sowohl von der kanakischen als auch von der europäischen Bevölkerung) akzeptiert. Die Frage ist nur, wie die neu zugezogene Bevölkerung, die vom Nickelprojekt angelockt wurde, auf diese Einschränkung der Nutzung der maritimen Ressourcen reagiert.

Baco ist von der Einwohnerzahl her das größte der vier untersuchten Kanak-Dörfer. Es zählte nach Schätzungen des Planungsbüros „Emergences“ im Jahr 2008 562 Einwohner, die Haeke sprechen, ein Dialekt, der ausschließlich in Baco vorkommt. Im Dorf gibt es eine protestantische Kirche („Autonome Protestanten“), der Pastor lebt ebenfalls im Dorf. Der Fluss Koné beeinflusst das Leben im Dorf: Einerseits werden die tiefer gelegenen Häuser in unregelmäßigen Abständen überschwemmt, andererseits trägt der Fischfang zur Subsistenzwirtschaft bei. Auch gehen viele Kinder im Fluss baden. Baco besitzt einen erfolgreichen Fußballverein, mit dem sich das Dorf identifiziert und auf den die Einwohner sehr stolz sind. Er ist einer der ältesten Vereine des Landes und hat bereits 10 Mal die neukaledonische Meisterschaft gewonnen.

Baco, das zur Gemeinde Koné gehört, besitzt die ausgedehntesten Ländereien der vier Dörfer. Das Dorf, das nur ca. 4 km von der Provinzhauptstadt Koné entfernt liegt, kann über Ländereien von insgesamt 4.173 ha verfügen, wovon das Reservat 704 ha ausmacht. Den Clans von Baco wurden im Zuge der Landrechtsreform folglich große Ländereien in Form von GDPLs zurückgegeben. Die Besonderheit der GDPLs von Baco ist, dass vier von den insgesamt fünf GDPLs nicht der Verwaltung des Dorfes unterstehen, sondern eines einzelnen Clans (im Gegensatz zu den meisten GDPLs Neukaledoniens). Bei diesen vier GDPLs handelt es sich um den GDPL Wabealo (Wabealo-Clan), den GDPL clanique de Bako (Bako-Clan), Poavidaphtia (Poavidaphtia-Clan) und GDPL Poadjane (Poaxu-Clan). Neben diesen vier

⁶ Austausch von Stoffen, Lebensmitteln und Geld, womit eine Art „mündlicher Vertrag“ zwischen den betreffenden Personen geschlossen wird.

GDPLs verfügt Baco über einen GDPL Tiouaé-Pouembout, der der Verwaltung des Ältestenrates des Dorfes unterliegt.

Die Nähe zur Provinzhauptstadt Koné hat in der Vergangenheit dafür gesorgt, dass sich in Baco mehrere Unternehmen gegründet haben, insbesondere im Bereich des Schultransports. So besitzen drei Familien ein Transportunternehmen. Die Nähe zu Koné und das Fehlen einer Schule im Dorf führten allerdings auch dazu, dass die Kinder mehr und mehr auf Französisch kommunizieren, die Sprache Haeke droht auszusterben. Aus diesem Grund brachte die Kulturabteilung der Nordprovinz ein Wörterbuch für die Sprachen Bwato, Haveke und Haeke (die sich alle drei ähneln) heraus, mit dem Ziel, dass die Kinder wieder die eigene Sprache erlernen.

Bis zur zukünftigen Nickelverarbeitungsfabrik Koniambo sind es 21,5 km. Die Ländereien Bacos befinden sich allerdings in entgegengesetzter Richtung, zwischen den beiden Kleinstädten Koné und Pouembout. Auf diesen Ländereien entstehen zurzeit sozio-kulturelle Einrichtungen, Mietwohnungen und Industriegebiete.

Von den vier untersuchten Dörfern liegt Netchaot am weitesten von der zukünftigen Metallverarbeitungsfabrik Koniambo entfernt (32,5 km). Das Bergdorf Netchaot, das zur Gemeinde Koné gehört, hatte nach Schätzungen von „Emergences“ im Jahr 2008 450 Einwohner, die Paicī und Camuki sprechen. Im Gegensatz zu Baco sind diese beiden Kanak-Sprachen lebendig, sämtliche Einwohner Netchaots kommunizieren entweder in Paicī oder Camuki untereinander. Die geographische Abseitslage in den Bergen dürfte hierfür verantwortlich sein, aber auch der gute soziale Zusammenhalt der in Netchaot lebenden Familien. Die gemeinschaftlichen Werte, Mythen und Traditionen werden in Netchaot besonders gepflegt. So tragen sämtliche Häuser in Netchaot einen Namen in Paicī oder Camuki. Bei einer Erhebung der Ortsnamen konnte ich allein im Dorf über 100 Namen kartographieren. Die Namen haben eine identitätsstiftende Bedeutung für die Familien. Der soziale Zusammenhalt und die Offenheit nach außen zeigten sich auch an der großen Beteiligung an meiner Umfrage. Der Ältestenrat des Dorfes ist außerdem sehr dynamisch und initiiert vielfältige Aktivitäten.

Wahrnehmung, Partizipation und Integration in die neuen Nickelprojekte

Der Wille zur Partizipation an den neuen Nickelprojekten ist groß, insbesondere im Norden. Die unten stehende Tabelle zeigt, dass 42% von 236 befragten Personen entweder für das Nickelunternehmen Koniambo Nickel SAS (KNS) arbeiten möchten, bereits für KNS arbeiten oder als Zulieferer (bzw. in einem Zulieferunternehmen) tätig sind. Würde man nur die erwerbsfähige Bevölkerung zählen, würde sich diese Zahl noch einmal deutlich erhöhen. So würden von den 16 bis 29-jährigen (85 befragte Personen) 42% gerne eine Stelle bei KNS annehmen, 8% arbeiten bereits für das Unternehmen und 4% sind für einen Zulieferer tätig.

Tabelle 2: Motivation der befragten Personen für KNS zu arbeiten

Die Person ...	Anzahl der Personen
arbeitet bereits für KNS.	12
arbeitet als Zulieferer für KNS.	14
möchte gerne für KNS arbeiten.	73
weiß es noch nicht.	29
möchte nicht für KNS arbeiten.	108

Quelle : Umfrage M. Kowasch 2008/09

Auf der einen Seite möchte die kanakische Bevölkerung den „Zug der wirtschaftlichen Entwicklung“ nicht davonfahren sehen. Auf der anderen Seite wird die „Fabrik des Nordens“ auch als „ihr“ Projekt von der lokalen Bevölkerung angesehen, da die lokale SMSP, die zu 87% der SOFINOR gehört, welche wiederum zu 75% in den Händen der Nord-Provinz liegt, Mehrheitseigner ist. Der Wunsch nach Partizipation entspringt außerdem der Befürchtung einer Marginalisierung. Die Mischung aus eigenem Wunsch und Zwang drängt die politischen Repräsentanten der kanakischen Bevölkerung zur Teilnahme und Teilhabe an der wirtschaftlichen Entwicklung des Landes.

Die Möglichkeit einer Partizipation oder eines finanziellen Profits beeinflusst auch die Wahrnehmung des Nickelprojektes. So haben sämtliche befragte Unternehmer der Dörfer Gatope, Oundjo, Baco und Netchaot, die als Zulieferer für KNS arbeiten, eine positive Meinung vom Projekt. Fischer, die um ihre Lebensgrundlage fürchten müssen, haben dagegen häufiger ein negatives Bild.

Die Partizipation der kanakischen Bevölkerung am Nickelprojekt ist auf unterschiedliche Art und Weise möglich:

- die gewinnbringende Bewirtschaftung von Ländereien,
- die Gründung eines Zulieferunternehmens (z.B. Transport von Beton für den Bau der Fabrik),
- der Kauf von Aktien eines Zulieferunternehmens,
- die Annahme eines Arbeitsplatzes im Nickelbergbau oder in der Nickelindustrie.

Die Annahme eines Arbeitsplatzes in der zukünftigen Fabrik und die Gründung eines Zulieferunternehmens bringen dabei weniger gesellschaftliche Veränderungen und Konflikte mit sich als die gewinnbringende Bewirtschaftung von Ländereien. Die Annahme eines Jobs beim Nickelunternehmen ist eine individuelle Angelegenheit. Die Gründung eines Zulieferunternehmens basiert in der Regel ebenfalls auf einer individuellen Initiative, jedoch bedarf es der Zustimmung durch den Ältestenrat, der eine Art soziale Kontrolle auf sämtliche wirtschaftliche Aktivitäten im Dorf ausübt. Soziale Disparitäten werden durch diese Kontrolle

verringert, allerdings können Projekte auch schneller ins Stocken geraten, da sie die einstimmige Zustimmung des Ältestenrates benötigen.

Die Wahrnehmung und Art der Teilnahme am Nickelprojekt der kanakischen Bevölkerungsgruppe unterliegt dabei mehreren Faktoren:

- der Größe und Lage der Ländereien,
- dem Gefühl vom Projekt betroffen zu sein,
- dem sozialen Zusammenhalt des Dorfes bzw. des Clans,
- dem „Insel-Syndrom“,
- der Qualifikation bzw. schulischen und beruflichen Ausbildung,
- der politischen Strategie der Partizipation, die im Süden und Norden unterschiedlich ist,
- der generell partiellen Partizipation.

Unterschiedliche politische Strategien der Partizipation im Norden und Süden

Bei der Partizipation an den neuen Nickelprojekten lässt sich ein Unterschied in den „Verhaltensweisen“ der kanakischen politischen Verantwortlichen im Norden und Süden ausmachen. Im Norden verfolgt die FLNKS die Strategie einer wirklichen Beteiligung an der industriellen Entwicklung des Landes. Für sie ist das Koniambo-Projekt ein wirtschaftliches Instrument, das zu einer größeren wirtschaftlichen Unabhängigkeit führt, die wiederum die Grundlage für eine politische Emanzipation darstellt.

Im Süden hingegen hat das Komitee Rheebeu Nuu einen Vertrag („Pacte pour le développement durable du Grand Sud“) mit dem Bergbauunternehmen Vale Inco abgeschlossen, der Zahlungen in Höhe von ca. 82 Millionen Euro (verteilt auf einen Zeitraum von 30 Jahren) vorsieht. Laut übereinstimmenden Aussagen von R. Mapou, dem Generalsekretär von Rheebeu Nuu, und Verantwortlichen von Vale Inco können die Zahlungen jedoch bis zu 335 Millionen betragen. Für den brasilianischen Bergbauriesen ist die Summe jedoch unerheblich. Die Gelder werden nicht an die Gemeinde gezahlt, sondern an das Komitee, das sich als Vertreter der kanakischen Bevölkerung sieht. Der Austausch einer kulturellen Geste mit Vale Inco im Rahmen des Vertrages ermöglicht es Rheebeu Nuu in der Tat, die Verantwortung für den Vertrag und damit auch die Gelder zu übernehmen. Rheebeu Nuu sieht im Gemeinderat ein Instrument der „europäischen“ Verwaltung, die nicht die „Stimme“ und Meinung der kanakischen Bevölkerung wiedergebe, obwohl in der Stadtverwaltung der Gemeinde Yaté fast ausschließlich Kanak sitzen. Rheebeu Nuu verfolgt aber das Ziel, eine andere politische Institution zu schaffen, die auf den alten Stammesgebieten basiert und die das kanakische Volk angemessener vertreten könne. Aufgrund der Kolonialgeschichte und der damit verbundenen Reservate-Politik ist es

hingegen schwierig, wenn nicht gar unmöglich, die alten Stammesgebiete nachzuzeichnen. Nur auf den Loyauté-Inseln wäre dies realisierbar, da diese von der französischen Kolonialregierung komplett als Reservate ausgewiesen worden waren. Die politische Strategie von Rheebeu Nuu zielt folglich auf eine Art Ausgleichszahlung für die von Nickelbergbau betroffenen Gebiete ab. Der Nachteil dieser Strategie ist, dass eine wirkliche Partizipation der wirtschaftlichen Entwicklung damit nicht verbunden ist. Die internationalen Unternehmen lenken und leiten die Projekte. Für die lokale Bevölkerung bleiben Erwerbstätigkeiten im Bergbau wie z.B. Lastwagenfahrer, Putzfrau oder eventuell Techniker. Rheebeu Nuu beruft sich bei der Umsetzung seiner Ziele auf eine am 13. September 2007 erfolgte Verabschiedung einer UN-Erklärung der Rechte der indigenen Völker. Die Deklaration, die kein rechtsverbindliches Instrument darstellt, garantiert den indigenen Völkern explizit – als Kollektiv und als Individuen – das Recht auf vollen Genuss der Menschenrechte und grundlegenden Freiheiten. Darin enthalten ist ein Selbstbestimmungsrecht der indigenen Völker und die Kontrolle über die in ihren traditionellen Ländern existierenden natürlichen Ressourcen. Genau hierauf beruft sich Rheebeu Nuu, das ein Mitspracherecht bei der Ausbeutung der Nickelerze fordert.

Die FLNKS auf der anderen Seite sieht in der wirtschaftlichen Partizipation, das heißt auch im Aufbau einer eigenen Metallverarbeitungsfabrik den Schlüssel zu einer wirtschaftlichen und politischen Emanzipation. Rheebeu Nuu kritisiert, dass bei einer Wahlniederlage in der Nordprovinz der FLNKS auch die Kontrolle über das Nickelunternehmen SMSP, das zu 51% an der neuen „Fabrik des Nordens“ beteiligt ist, entgleiten würde. Auch würden von der „Fabrik des Nordens“ nicht nur die kanakische Bevölkerung, sondern alle Bevölkerungsgruppen profitieren. Eine politische Unabhängigkeit ist dementsprechend nicht das vordergründige Ziel von Rheebeu Nuu, sondern das Recht für die indigene Bevölkerung auf Selbstbestimmung und politische Führung in Neukaledonien. Rheebeu Nuu befindet sich damit auf der gleichen politischen Linie wie das Komitee „CAUGERN“ (Comité autochtone de gestion des ressources naturelles“) und die Gewerkschaft „USTKE“ (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités).

Größe und Lage der Ländereien der Dörfer

Baco besitzt neben Netchaot die größten Ländereien, die in Wert gesetzt werden können. Durch seine geographische Gunstlage zwischen der Provinzhauptstadt Koné und der Gemeinde Pouembout und seine ausgedehnten Ländereien verfügt das kleine Dorf über die besten Voraussetzungen einer Partizipation an der wirtschaftlichen Entwicklung der Region VKP. Durch seine räumliche Nähe zu Koné hat Baco zudem eine lange Tradition was die

Gründung von Unternehmen angeht. Mehrere altansässige Privatunternehmen in Baco profitieren inzwischen vom wirtschaftlichen Wachstum der Region.

Netchaot scheint durch seine räumliche Abseitslage für die Gründung von Zulieferunternehmen weniger geeignet zu sein. Zwar besitzt das Dorf ebenfalls ausgedehnte Ländereien, jedoch liegen diese zu weit entfernt von der künftigen Metallverarbeitungsfabrik. Ein Unternehmen, das Planierungsarbeiten auf der Halbinsel Vavouto oder im Koniambo-Massiv realisiert, müsste jeden Tag eine große Strecke zwischen Wohnort und Arbeitsplatz zurücklegen. Bleibt die Frage, ob sich dieser Aufwand finanziell lohnt. Netchaot besitzt hingegen ein großes touristisches und agrarwirtschaftliches Potenzial. Der Chef von Netchaot plant bereits eine Unterkunft für Touristen; dabei muss angemerkt werden, dass in der gesamten Region VKP bisher nur eine Unterkunft für Touristen in Kanak-Dörfern angeboten wird; diese steht im Dorf Atéu, in den Bergen östlich des Koniambo-Massivs.

Von den vier untersuchten Dörfern besitzt Gatope die kleinste Fläche. Für ein Wirtschaftsprojekt würde nur der 16 ha große GDPL Xuuti-Xuthapet zur Verfügung stehen, dieser ist jedoch äußerst klein und bietet sich daher kaum für ein Projekt zur gewinnbringenden Bewirtschaftung an.

Oundjo kann über die 1.610 ha große Halbinsel Pinjen verfügen. Pinjen ist aufgrund mehrerer Gunstfaktoren für eine gewinnbringende Bewirtschaftung geeignet: seine Nähe zur Provinzhauptstadt Koné (ca. 16 km), seine Größe, seine Eigenschaft als Halbinsel (von drei Seiten vom Meer erreichbar), die Route Territoriale 1 (eine Art Bundesstraße), die direkt hinter der Halbinsel entlangführt und die Städte Voh und Koné verbindet (und weiter nach Nouméa führt).

Das Gefühl vom Nickelprojekt betroffen zu sein

Der dritte Indikator, der die Partizipation beeinflusst, ist das Ausmaß des Gefühls der Person, des Clans oder des Dorfes vom Nickelprojekt betroffen zu sein. Das Gefühl betroffen zu sein, nimmt selbstverständlich zu, je näher man der zukünftigen Fabrik kommt. Im Süden liegt das Dorf Goro am nächsten (knapp 10 km) an der Fabrik. Im Norden ist es das Dorf Oundjo, welches nur 1,5 km von der zukünftigen Koniambo-Fabrik auf der Halbinsel Vavouto entfernt liegt. Die Einwohner Oundjos können den Fortschritt der Bauarbeiten jeden Tag beobachten. Sie sind auch von den Umweltauswirkungen am stärksten betroffen, von der Zerstörung der Mangroven bis zum Auslaufen von Öl beim Ausbaggern der künstlichen Fahrrinne zum neuen Hafen. Auf der Halbinsel Vavouto gingen die Familien aus Oundjo in früheren Zeiten jagen, sie tun dies jetzt immer noch, allerdings viel seltener. Die Frauen suchten Krebse in den Mangrovenwäldern rund um Vavouto, KNS hat für sie extra einen Tunnel gebaut, damit sie

auf die andere Seite der Halbinsel gelangen, wo in der Bucht von Vavouto ausgedehnte Mangrovenwälder wachsen.

Auffallend ist, dass die Unterstützung des Nickelprojektes, je näher man der zukünftigen Fabrik kommt, abnimmt. In Oundjo und Gatope war die negative Resonanz auf das Projekt höher als in Baco und Netchaot, obwohl die Einwohner Oundjos und Gatopes von KNS (Koniambo Nickel SAS) bevorzugt eingestellt werden: erst die Einwohner der zwei umliegenden Dörfer, dann die Einwohner der Region VKP, dann der Norden, dann Gesamt-Neukaledonien und letztendlich internationale Bewerbungen. Auch wurden in diesen beiden Dörfern die meisten Informationsveranstaltungen abgehalten, um die Bevölkerung über den Fortgang der Bauarbeiten und die Möglichkeiten eines Arbeitsplatzes zu informieren. Dementsprechend gründeten sich viele Zulieferunternehmen, insbesondere in Oundjo. Mit der Chance auf Partizipation wuchsen jedoch auch die Probleme: ungelöste Landrechtsfragen vermischten sich mit einer wachsenden Individualisierung bei der Gründung von Privatunternehmen. Die zunehmenden Einkommen sorgten für Neid und Eifersucht unter den Familien. Besondere Betroffenheit löste der Konflikt um die Halbinsel Pinjen aus, auf der ursprünglich die zukünftige „Fabrik des Nordens“ gebaut werden sollte, bevor sich die SMSP (aufgrund des Konfliktes in Oundjo) der Halbinsel Vavouto zuwandte. Pinjen, in der Gemeinde Koné liegend, war in den 1980er Jahren ein „Hot Spot“ der Landforderungen der kanakischen Unabhängigkeitsbewegung und geht im Jahr 1989 schließlich in den Besitz eines von sechs Clans des Kanak-Dorfes Oundjo gegründeten GIE („Groupement d'intérêt économique“) mit Namen „GEO 6“ über. Die sechs heute in Oundjo ansässigen Clans hatten einst auf der Halbinsel gelebt. Als im Jahr 1999 die SMSP den Wunsch äußerte, die künftige Metallverarbeitungsfabrik auf der Halbinsel bauen zu dürfen, kam es zum Konflikt zwischen den Clans. Während ein Teil der Mitglieder des GIE Pinjen der SMSP die Halbinsel für den Bau der Fabrik zur Verfügung stellen wollten, hatten andere Zweifel. Sie wollten Pinjen für die traditionellen Aktivitäten der Jagd, des Ackerbaus und des Fischfangs behalten. Außerdem ruhen die Vorfahren auf der Halbinsel und die zahlreichen Heiligenstätten haben identitätsstiftenden Wert für die Clans. Und man wollte die Halbinsel, um die die Clans so lange gekämpft hatten bevor sie letztendlich wieder in ihren Besitz gelangte, nicht ein zweites Mal (nach der Kolonialisierung) verlieren. Letztendlich votierten die Mitglieder des GIE in der Mehrheit gegen das Angebot der SMSP. Daraufhin kam es zum Streit, bei dem auch ältere, persönliche Konflikte unter und innerhalb der Clans wieder ausgegraben wurden. So wurde die Legitimität des Chefs von Oundjo von mehreren Clans in Frage gestellt, da er eine bereits „vergebene“ Frau geheiratet hatte. Auf der anderen Seite arbeitete der Clan des Chefs nicht mehr mit dem Ältestenrat des Dorfes zusammen.

Der soziale Zusammenhalt

Der vierte Faktor, der Auswirkungen auf die Partizipation der lokalen Bevölkerung am Nickelprojekt hat, ist der soziale Zusammenhalt im Dorf. In Netchaot ist dieser besonders gut, jedoch schränkt die geographische Abseitslage den Willen zur Teilnahme und Teilhabe ein.

In Bako arbeitet der Ältestenrat gut zusammen, der Zusammenhalt im Dorf ist gegeben. Eine gemeinschaftliche Partizipation am Koniambo-Projekt ist möglich, auch wenn zusätzlich mehrere individuelle Initiativen existieren. Auf der anderen Seite behindern vereinzelte Konflikte zwischen Familien die gewinnbringende Bewirtschaftung von Ländereien, die der Verwaltung des Clans unterliegen.

In Oundjo hingegen hat der soziale Zusammenhalt der Clans stark gelitten. Dies führte dazu, dass eine gemeinschaftliche Partizipation am Nickelprojekt in den Hintergrund rückte. Der Bau der „Fabrik des Nordens“ auf der Halbinsel Pinjen war gescheitert. Die Clans von Oundjo hätten von der Fabrik finanziell profitieren können, doch sie lehnten die Abgabe der Halbinsel an SMSP/Falconbridge aus den oben genannten Gründen ab. Der daraus resultierende Konflikt stört das auch das kulturelle Zusammenleben der Familien empfindlich. Auf der anderen Seite brachte die soziale Destrukturierung eine gewisse Dynamik bei der Gründung von privaten Zuliefer- bzw. Transportunternehmen mit sich. Jede Familie und jeder Clan versuchte auf seine Weise vom benachbarten Nickelprojekt zu profitieren. Der Pinjen-Konflikt hat folglich zu einer wachsenden Individualisierung geführt. *„Heute sage ich: Wenn du etwas tun möchtest, los. Aber behalte es für dich.“*, so äußerte sich im Juli 2009 der Präsident des Ältestenrates von Oundjo, Henri Xamène, in einem Interview. Da die Clans des Dorfes sich schwer auf gemeinschaftliche Projekte einigen können, hat die individuelle Teilnahme Vorrang. Einerseits löst die Individualisierung Ängste aus, da es dem traditionellen Wertesystem der Kanak, in dem die Gemeinschaft über der individuellen Bereicherung steht, widerspricht, andererseits meinen einige kanakische Unternehmer, dass sie im Grunde genommen keine Wahl hätten, wollen sie an der wirtschaftlichen Entwicklung teilhaben.

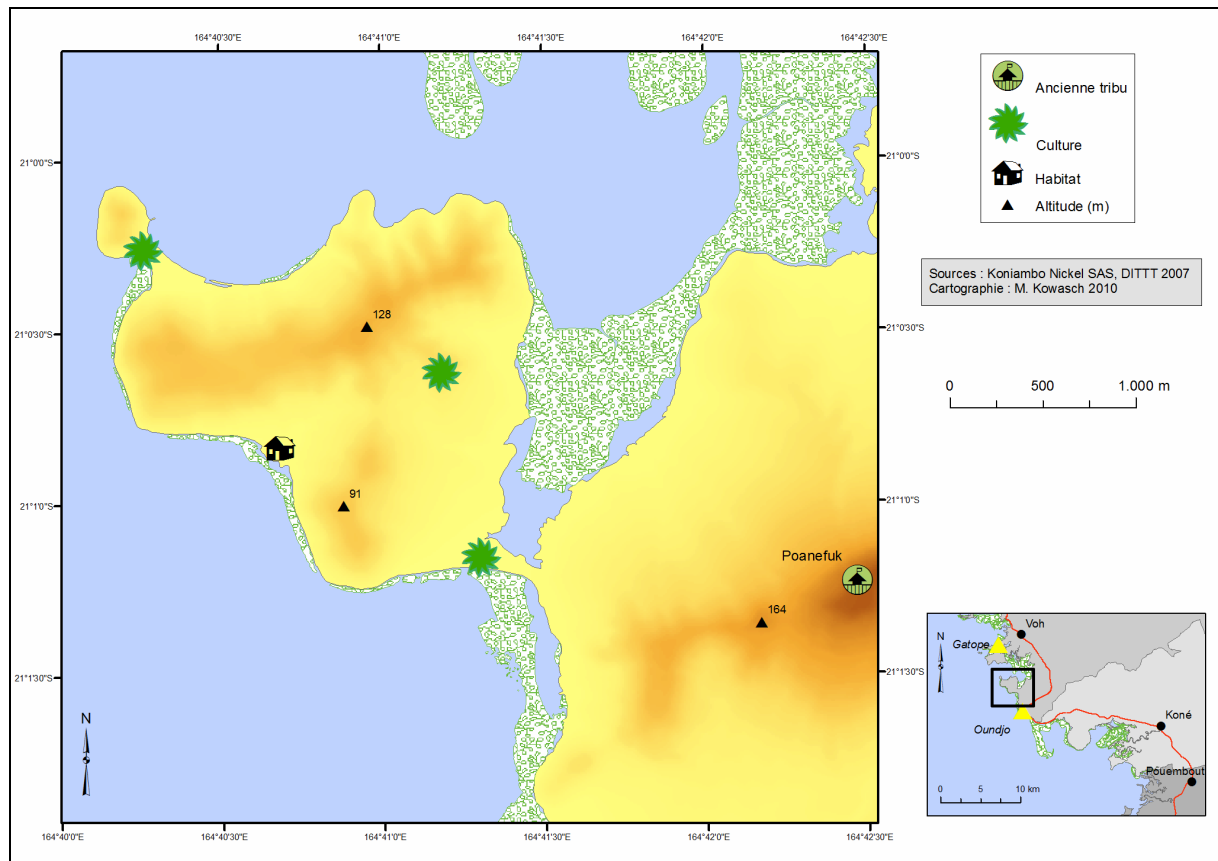
Der Pinjen-Konflikt zeigt, dass die Integration in das Koniambo-Projekt instrumentalisiert wird, um eine Legitimität als rechtmäßiger „Eigentümer“ eines Ortes zu erlangen. Nachdem klar wurde, dass die SMSP die neue Metallverarbeitungsfabrik auf Pinjen bauen wollte, reklamierte der Tchaounyane-Clan Landrechte auf die Halbinsel. Als „erster“ Bewohner könne der Clan Landrechte geltend machen und sei damit „rechtmäßiger Eigentümer“. Die Forderung wurde laut, obwohl die Halbinsel im Jahr 1989 den Clans aus Oundjo zurückgegeben worden war. Heute ist es zudem äußerst schwer festzustellen, welcher Clan als erster auf der Halbinsel angelangt war, da während der späteren Kolonialisierung die Clans an andere Orte kamen. Fest steht nur, dass mehrere Clans in ihrer Vergangenheit zeitweise auf Pinjen gelebt haben. Landrechte konnten also mehrere Clans geltend machen. Als Folge des

Konflikts verabschiedete sich die SMSP von dem Gedanken, die neue Fabrik auf Pinjen zu bauen und orientiert sich nach Vavouto; diese Halbinsel befand sich im Privatbesitz einer europäischen Familie. Die SMSP kauft ihr das Land ab. Trotzdem gab es Landrechtsforderungen von Kanak-Clans.

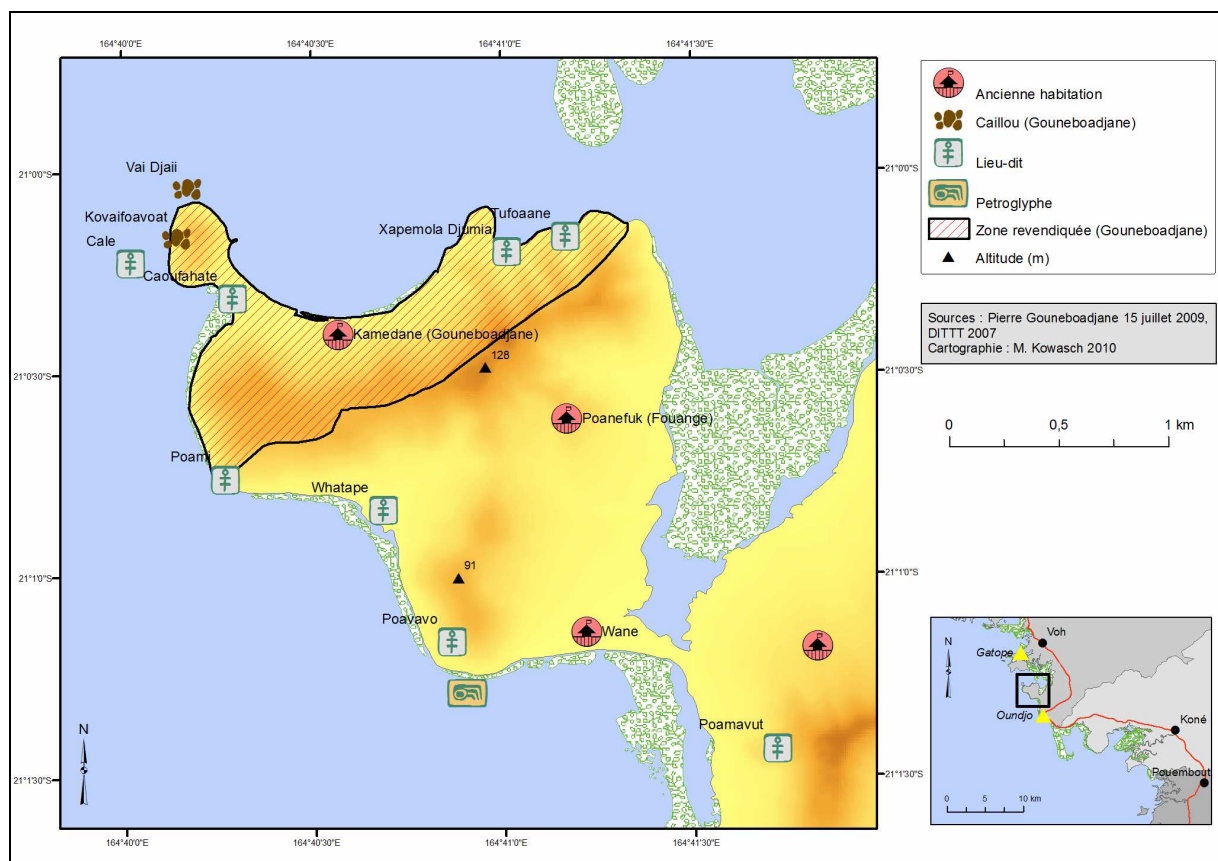
Für die Landrechtsfragen auf der Halbinsel Vavouto vom Nickelunternehmen KNS wurde der Fouange-Clan aus Oundjo als Gesprächspartner anerkannt. Die Fouange sehen sich – bestätigt von KNS – als einzig legitime „Besitzer“ der Halbinsel an. Landrechtsforderungen erheben die Fouange im Gegenzug nicht mehr. Die Legitimität des Gouneboadjane-Clans, der ebenfalls eine ehemalige Siedlung auf der Halbinsel aufweisen konnte, wurde – nach Rücksprache mit dem „Sénat coutumier“ – von KNS nicht anerkannt. Das Nickelunternehmen hatte im Rahmen einer Machbarkeitsstudie für den Bau der zukünftigen „Fabrik des Nordens“ die Heiligenstätten der Kanak-Clans auf der Halbinsel Vavouto kartographiert, um die Landrechte und Rückgabeforderungen der unterschiedlichen Clans zu identifizieren. Mit der Kartographierung wollte das Unternehmen Konflikte mit den Clans vermeiden, die bei einer Blockade der Zufahrtsstraßen zu einer Verzögerung beim Bau führen könnten. Die Kartographierung wurde in Zusammenarbeit mit Jean Poithily, dem Chef des Kanak-Dorfes Gatope, realisiert. Laut KNS befinden sich drei Kulturen und eine Wohnstätte auf der Halbinsel, das ehemalige Dorf „Poanefuk“ liegt an dem Ort, wo das Unternehmen heute Arbeiterwohnungen gebaut hat. „Poanefuk“ ist im Übrigen der Name eines ehemaligen Dorfes des Fouange-Clans, dem laut KNS einzigen Clan, der Landrechte auf Vavouto geltend machen kann.

Die Karte des Nickelunternehmens weist gleich mehrere Lücken und Fehler auf. Laut übereinstimmender Aussagen unterschiedlicher Clans befindet sich der Ort „Poanefuk“ an der Stelle, wo heute die Metallverarbeitungsfabrik gebaut wird. Pierre Gouneboadjane, der Clan-Chef des Gouneboadjane-Clans, hat den Ort in seiner Karte eingezeichnet. Die Heiligenstätten des Gouneboadjane-Clans, das ehemalige Dorf mit Namen „Kamedane“ und die beiden Felsen „Kovaifoavoat“ und „Vai Djai“, sind auf der Karte von KNS hingegen nicht zu finden. „Kovaifoavoat“ heißt übersetzt „weißer Felsen“ in der Haveke-Sprache und diente laut eines Mitglieds des Tchaounyane-Clans als Orientierungspunkt für Fischerboote. Für den Gouneboadjane-Clan hat der Felsen eine identitätsstiftende Bedeutung, ebenso wie „Vai Djai“. Der letztgenannte erinnert an die alte Djaii, die Wächterin des Felsens gewesen ist. Die alte Djaii war eine geborene Fouange, die vom Wabealo-Clan adoptiert wurde und den Großvater von Pierre Gouneboadjane geheiratet hat.

Karte 4: Die Heiligenstätten und kulturellen Orte auf der Halbinsel Vavouto laut KNS



Karte 5: Die Heiligenstätten und kulturellen Orte laut Pierre Gouneboadjane



Die Karte 4⁷ zeigt die Heiligenstätten, wie sie vom Nickelunternehmen KNS kartographiert wurden, die Karte 5⁸ wurde mit Hilfe von Pierre Gouneboadjane erstellt.

Die beiden folgenden Fotos zeigen die Veränderungen der Landspitze der Halbinsel Vavouto.

Foto 1: Die Landspitze der Halbinsel Vavouto im Juli 2007



Quelle: M. Kowasch 2007

Im Juli 2007 hatten die Bauarbeiten am neuen Hafen noch nicht begonnen. Mangroven umrahmen die Landspitze der Halbinsel Vavouto.

Foto 2: Die Landspitze der Halbinsel Vavouto im August 2009



Quelle: KNS 2009

Im August 2009 haben die Bauarbeiten am Hafen begonnen. Die belgische Firma Jan de Nul baggert eine 5,2 km lange künstliche Fahrrinne zwischen dem zukünftigen Hafenbecken und der Duroc-Fahrrinne aus. Andere Unternehmen kümmern sich um die notwendigen Planierungsarbeiten auf der Halbinsel. Der künftige Kai des neuen Hafens wird eine Länge

⁷ Ancienne tribu = ehemaliges Dorf; Culture = Kultur; Habitat = Wohnstätte; Altitude = Höhe (in m)

⁸ Ancienne habitation = ehemalige Wohnstätte; Caillou = Felsen; Lieu-dit = Ort, der einen Namen trägt; Pétroglyphes = Petroglyphen; Zone revendiquée = Gebiet, auf das ein Landrecht geltend gemacht wird

von 190 m haben, an dem Containerschiffe mit bis zu 50.000 DWT (deadweight tonnage) anlegen können. Die Heiligenstätten „Kovaifoavoat“ und „Vai Djaii“ existieren bereits nicht mehr, obwohl P. Gouneboadjane das Nickelunternehmen gebeten hatte, diese nicht zu zerstören. Die Aussage eines Mitglieds des Tchaounyane-Clans, bei „Kovaifoavoat“ handle es sich um eine einfache Bake und keinen Heiligenort, zeigt, dass unterschiedliche Interpretationen von Heiligenstätten existieren. Während der Ort für den einen Clan „heilig“ ist, besitzt er für andere Clans keine Bedeutung. Die unterschiedlichen Interpretationen haben ihren Ursprung in der Landrechtsfrage. Der Namensgeber eines Ortes kann einen „Besitzanspruch“ geltend machen. Er kann den Ort im Übrigen auch einem anderen Clan zur Bewirtschaftung oder zum Bau von Wohnstätten abgeben. Bei der Übergabe werden Gesten feierlich ausgetauscht. Auch der „Ankömmling“ kann nun Rechte auf den Ort geltend machen. Folglich überlagern sich unterschiedliche Legitimitäten bei der Frage nach dem rechtmäßigen Eigentümer eines Ortes. Die Anerkennung dieser Rechte hat identitätsstiftende Bedeutung, da die Identität der Clans auf den Orten beruht, an denen er in seiner Geschichte gelebt hat. Diese Orte sind an ihren Namen (in einer bestimmten Sprache) erkennbar. Bei der komplizierten Landrechtsfrage geht es immer auch um Einflussnahme, die an die Größe der eigenen Ländereien gekoppelt ist.

Ein anderes Beispiel für einen durch eine mögliche gewinnbringende Bewirtschaftung von Ländereien ausgelösten Konflikt ist der GDPL clanique de Bako. Das VKP-Projekt sieht die wirtschaftliche und sozio-kulturelle Entwicklung der Gemeinden Voh, Koné und Pouembout vor, mit dem Ziel die notwendige Infrastruktur für das Koniambo-Projekt und einen räumlichen Gegenpol zur Hauptstadt Nouméa zu schaffen. Darunter fallen der Bau von kulturellen Einrichtungen, der Bau von Mietwohnungen und Eigentumshäusern, der Ausbau und die Verbesserung der schulischen Ausbildung sowie die Ausweisung von Industriegebieten. Auch die Ländereien der Kanak, die einem anderen Landrecht, dem „droit coutumier“ unterstehen, sollen in diese Entwicklung der Region VKP mit einbezogen werden, obwohl das „droit coutumier“ die Unveräußerlichkeit von Grund und Boden vorsieht. Ein wiederkehrendes Problem bei Projekten auf Ländereien, die dem „droit coutumier“ unterstehen, stellt sich bei der Bereitstellung von Krediten und Bankgarantien; Unternehmen der Privatwirtschaft warten deshalb häufig auf Investitionen der öffentlichen Hand, um eine gewisse finanzielle Sicherheit zu haben. Lange Zeit wurden nur agrarwirtschaftliche und Mietwohnungen auf diesen Ländereien, den GDPLs, realisiert. In neuester Zeit entstehen dort aber auch Industriegebiete und Einrichtungen des Tertiären Sektors; die Ländereien des Dorfes Baco sind das beste Beispiel: Im Rahmen des VKP-Projektes werden auf dem GDPL clanique de Bako u.a. ein Kino, ein Einkaufszentrum, eine Tankstelle, mehrere Kunstateliers, ein Lapita-Museum und mehrere Mietwohnungen gebaut. Als nach vielen Versammlungen die Bauarbeiten im Juli

2010 beginnen sollen, bricht ein alter Konflikt unter den Mitgliedern des GDPL aus. Einige Mitglieder des Tiaouniane-Clans wollen die Nominierung des neuen GDPL-Bevollmächtigten nicht akzeptieren und reklamieren sämtliche Ländereien des GDPL für sich. Damit stellen sie sich sogar gegen ihren eigenen Clan-Chef, der die Nominierung mittrug, und greifen diesen tätlich an. Vor Gericht bekommt der neue Bevollmächtigte jedoch Recht. Die Bauarbeiten, die von der SAEML Grand Projet VKP geleitet werden, können somit weitergehen. Der soziale Zusammenhalt unter den Familien des Tiaouniane-Clans hat damit ebenso gelitten wie die gesamte Atmosphäre in Baco, wobei festzustellen ist, dass die gemeinschaftlichen Werte im Vergleich zu Oundjo noch äußerst intakt sind.

Das Insel-Syndrom

Aus raumplanerischer Perspektive muss festgestellt werden, dass in der Vergangenheit die wirtschaftliche Entwicklung außerhalb der von den Kanak kontrollierten Ländereien stattfand. Im Rahmen des VKP-Projektes werden nun mehrere GDPLs in die Entwicklung mit einbezogen. Doch finden die Projekte immer außerhalb der eigentlichen Kanak-Dörfer statt. Die Abkapselung im eigenen Lebensraum wird auch als „Insel-Syndrom“ bezeichnet, da insbesondere Inselgesellschaften davon betroffen sind. Doch ist dieses Phänomen gerade in ländlichen Regionen überall auf der Welt festzustellen.

Die sozio-ökonomischen und kulturellen Einrichtungen werden dabei jedoch grundsätzlich außerhalb des eigentlichen Lebensraumes der Bevölkerung gebaut. Das heißt, dass die eigentliche Dorfstruktur unberührt bleibt. Das Leid und die negativen Erfahrungen mit der französischen Kolonialverwaltung führten dazu, dass Einwanderungen aus Europa skeptisch betrachtet werden. Dem auf Freiheit und Individualisierung beruhenden Wertesystem der westlichen Gesellschaft steht ein kanakisches Wertesystem gegenüber, bei dem die Verteilung der Reichtümer und die Gemeinschaft im Vordergrund stehen. Aus wirtschaftlicher Perspektive kennt die kanakische Gesellschaft keine Akkumulation von Gütern und keine langfristige Planung von wirtschaftlichen Projekten. Prinzipiell baut das Wirtschaftssystem nicht auf Produktivität und persönlicher Bereicherung auf, sondern auf der kurzfristigen Bereitstellung von (hauptsächlich landwirtschaftlichen) Erzeugnissen. Ein soziales Netz fängt die am Rande der Gesellschaft stehenden Personen auf. Das „europäische Wertesystem“ wird von großen Teilen der kanakischen Bevölkerung daher abgelehnt. Die individuelle Bereicherung hingegen erzeugt Misstrauen. Eine gewinnbringende Bewirtschaftung wird mit dem westlichen Wirtschaftsmodell gleichgesetzt. Man engagiert sich deswegen, weil man an den Reichtümern des Landes teilhaben möchte. Die Clans wollen ihren Teil vom Kuchen der Ressourcenausbeutung und von der wirtschaftlichen Entwicklung abbekommen. Doch gleichzeitig werden die eigenen kulturellen Werte gepflegt. Dazu zählen nicht nur die

Bewahrung der Heiligenstätten, sondern auch die Weitergabe der eigenen Clan-Geschichte, Mythen, Lieder und letztendlich der Gebrauch der eigenen Sprache. In Neukaledonien existieren noch 28 unterschiedliche Sprachen und 8 weitere Dialekte. Das Beherrschen der eigenen Sprache ist für den Erhalt der kulturellen Werte von immenser Bedeutung.

Das Dorf kann somit einer „Insel“ gleichgesetzt werden, wo der traditionelle Lebensstil weiter Bestand hat. Wirtschaftliche Projekte werden deshalb auf den eigenen Ländereien, aber außerhalb der Dörfer initiiert, wobei festgestellt werden muss, dass die Initiative im Normalfall nicht von den Clans selbst kommt, sondern von der öffentlichen Hand. Aus diesem Grund muss von einer „angeleiteten Partizipation“ gesprochen werden. Im Fall der Projekte auf den Ländereien des GDPL clanique de Baco bedeutet dies, dass die Provinzregierung das Projekt in die Wege geleitet hat. Die Mitglieder des GDPL haben mit der Umsetzung des umfangreichen Projektes anschließend die SAEML Grand Projet VKP beauftragt. Die SAEML Grand Projet VKP ist eine von der Provinzregierung beauftragte Gesellschaft, welche die planerische Umsetzung mehrerer wirtschaftlicher und sozio-kultureller Bauvorhaben (Kino, Einkaufszentren, Marina, Yachthafen, Industriegebiete, etc.) in der Region VKP organisiert. Die SAEML GP VKP legt die Pläne anschließend den Mitgliedern des GDPL vor, ohne deren Zustimmung die Realisierung nicht möglich wäre. Auf der anderen Seite müssen die Mitglieder des GDPL die SAEML GP für ihre Arbeit bezahlen.

Schulische und berufliche Qualifikation

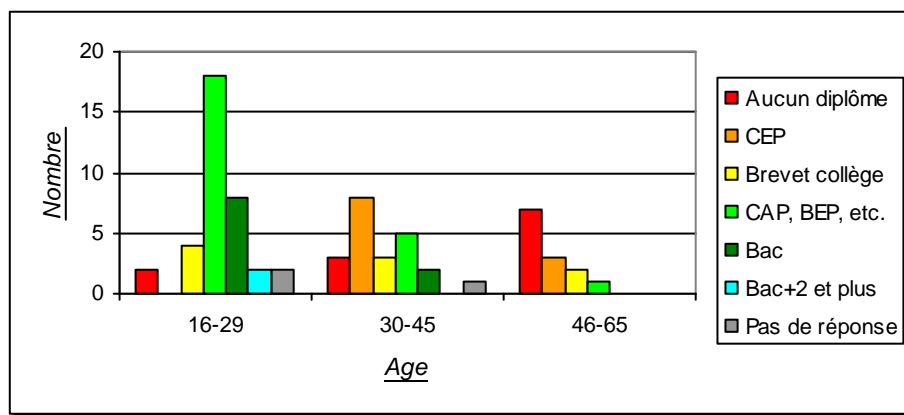
Bei der schulischen und beruflichen Ausbildung ist festzustellen, dass Neukaledonien es versäumt hat, ein Ausbildungssystem aufzubauen, das der industriellen Realität des Landes angepasst ist. Es fehlt an Ausbildungsplätzen zum Techniker und zum Geologen, eine Qualifikation zum Ingenieur ist in Neukaledonien erst gar nicht möglich. Von den befragten Personen im Alter zwischen 16 und 29 Jahren, die motiviert waren für KNS zu arbeiten (36 Personen), hatten nur 2 (5,5%) ein Studium absolviert (Bac⁹+2), zusätzlich besaßen 8 (22%) ein Abitur. Die Bergbauunternehmen KNS und Vale Inco reagieren auf diesen Mangel, indem sie junge Studenten zur Ausbildung nach Kanada schicken oder ausländische Arbeitskräfte einstellen. Auf der anderen Seite muss betont werden, dass ausländische Arbeitskräfte wesentlich weniger Lohn verlangen und auch nicht dem neukaledonischen Arbeitsrecht unterliegen, so dass in gewissen Fällen die Einstellung eines ausländischen, insbesondere asiatischen Arbeiters dem Unternehmen gelegen kommt.

Das Säulendiagramm zeigt die schulische bzw. berufliche Qualifikation der befragten Personen in den Dörfern Gatope, Oundjo, Baco und Gatope, die Interesse hatten, für das

⁹ Bac = baccalauréat (Abitur)

Nickelunternehmen KNS zu arbeiten. Dabei wird deutlich, dass von den 46-65-jährigen niemand ein Abitur und eine universitäre Ausbildung absolviert hat. Nach Ende der Kolonialzeit wurde die Schule noch als von der französischen Kolonialverwaltung aufgebautes System angesehen. Ungern schickte man seine Kinder auf die Schule. Zudem waren die Kanak-Kinder in der Schule häufiger Opfer von Diskriminierungen. Bei den 16-29-jährigen Befragten fällt jedoch auf, dass 17 von 35 befragten Personen ein CAP (Certificat d'aptitude professionnelle) oder BEP (Brevet d'études professionnelles) besitzen. CAP und BEP sind Berufsqualifikationen, für die „nur“ eine mittlere Reife benötigt wird.

Diagramm 1: Korrelation zwischen Alter und schulischer Qualifikation bei den Personen, die interessiert sind, für KNS zu arbeiten¹⁰



Quelle: Umfrage M. Kowasch 2008/09

Neben den unterschiedlichen schulischen und beruflichen Voraussetzungen zur Teilnahme am Koniambo-Projekt muss festgestellt werden, dass einige Personen generell besser in das Projekt integriert sind als andere. Insbesondere erfahrene Unternehmer versuchen von der wirtschaftlichen Entwicklung zu profitieren und unterzeichnen eine Vielzahl von Lieferungsverträgen. Andere haben die „Gunst der Stunde“ zu spät erkannt, und wiederum andere möchten mit dem Nickelbergbau nichts zu tun haben. Die Clans Poithily (Gatope), Fouange (Oundjo), Tchaounyane (Oundjo), Wabealo (Baco) oder Poaxu (Baco) sind generell gut in die wirtschaftliche Entwicklung integriert. Auffällig ist, dass die Chefs der untersuchten Kanak-Dörfer allesamt entweder selbst Unternehmer sind oder der Sohn ein Unternehmen führt.

Dem Poithily-Clan beispielsweise ist es gelungen, gut in das Koniambo-Projekt eingebunden zu sein. Während Jean Poithily, Chef von Gatope, ein ständiger Gesprächspartner für KNS ist, arbeitet eine seiner Töchter im Sekretariat des Nickelunternehmens. Und Jean Poithilys Sohn ist Generaldirektor der SAS Sowemar (SAS société Webwihoon maritime). Das kleine 2010

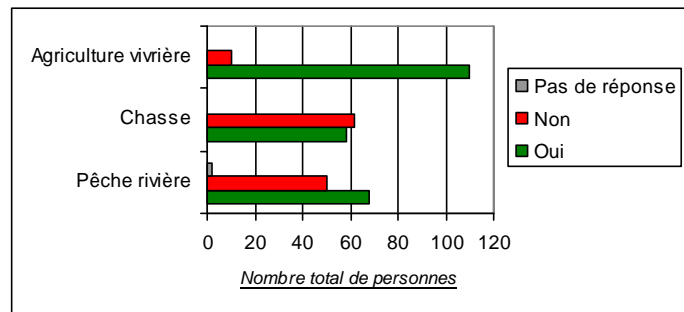
¹⁰ Nombre = Anzahl; Age = Alter; Aucun diplôme = kein Schulabschluss; CEP = Grundschulabschluss; Brevet collège = Mittlere Reife; CAP/BEP = Name einer Berufsqualifikation, die nach einer mittleren Reife begonnen werden kann; Bac = Abitur; Bac+2 = Grundstudium (Abitur + 2 Jahre Studium); Pas de réponse = keine Antwort

gegründete Unternehmen ist nicht nur für den maritimen Transport von Waren für das Nickelunternehmen KNS zuständig, sondern auch für die Sicherheit in der Umgebung des Hafens. Außerdem soll die SAS bei Unfällen auf dem Meer eingreifen. Sowemar möchte Kapitäne zur theoretischen Schulung in die „Ecole des métiers de la mer“ schicken, wo sie anschließend eine praktische Ausbildung zum Hafenschlepper absolvieren. Der Poithily-Clan hält 46% der Anteile an dem kleinen Unternehmen, 48% liegen in den Händen der SOFINOR, die auch ein größeres Kapital mit in die Gesellschaft einbringt; 5% der Anteile gehören noch der SCP Bord de mer. Mit der Gründung der SAS Sowemar ist es dem Poithily-Clan gelungen, aktiv am Koniambo-Projekt teilzunehmen und auch für die Sicherheit bzw. Kontrolle eines Teils der Lagune (rund um den Vavouto-Hafen) zuständig zu sein.

Partielle Partizipation

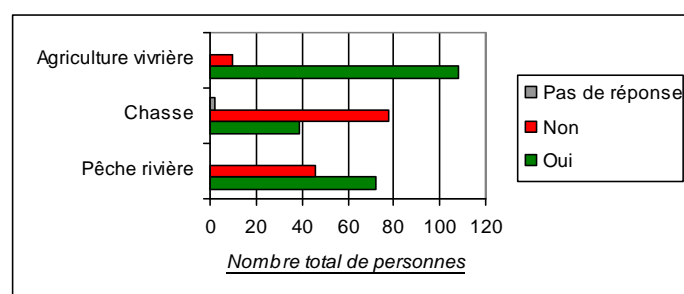
Die traditionellen Aktivitäten des Fischfangs, der Jagd und des Ackerbaus werden auch weitergeführt, wenn die betreffende Person einer Erwerbstätigkeit, z.B. im Nickelbergbau, nachgeht.

Diagramm 2: Die Ausübung von Subsistenzlandwirtschaft, Jagd und Fluss-Fischfang bei erwerbstätigen Personen der Dörfer Gatope, Oundjo, Baco und Netchaot (120 befragte Personen)¹¹



Quelle: Umfrage M. Kowasch 2008/09

Diagramm 3: Die Ausübung von Subsistenzlandwirtschaft, Jagd und Fluss-Fischfang bei nicht-erwerbstätigen Personen der Dörfer Gatope, Oundjo, Baco und Netchaot (119 befragte Personen)



Quelle: Umfrage M. Kowasch 2008/09

¹¹ Pas de réponse = keine Antwort; Non = Nein; Oui = Ja; Agriculture vivrière = Subsistenzlandwirtschaft; Chasse = Jagd; Pêche rivière = Flussfischfang

Diese partielle Teilnahme an der wirtschaftlichen Entwicklung ist charakteristisch für die kanakischen Bevölkerungsgruppen. Von den insgesamt 239 befragten Personen in den Dörfern Gatope, Oundjo, Baco und Netchaot sind 120 erwerbstätig und 119 nicht-erwerbstätig. Die große Mehrheit besitzt ein eigenes Feld und geht zum Fluss-Fischfang, wobei erwähnt werden muss, dass sich in den beiden am Meer gelegenen Dörfern Gatope und Oundjo keine Flussläufe befinden; die Bewohner dieser beiden Dörfer haben folglich nur selten Gelegenheit in Flüssen fischen zu gehen. Die Jagd ist eine Tätigkeit, der generell nur Männer nachgehen. Da in dem Diagramm sowohl Männer als auch Frauen berücksichtigt sind, muss die Zahl der erwerbstätigen Personen, die die Jagd praktizieren, höher angesetzt werden. Interessant ist zudem, dass kaum ein Unterschied zwischen Erwerbstätigen und Nicht-Erwerbstätigen festzustellen ist: Beide Gruppen praktizieren die traditionellen Aktivitäten der Subsistenzlandwirtschaft, der Jagd und des Fluss-Fischfangs.

Wie bereits angesprochen hat ein möglicher Nutzen einer Partizipation beim Nickelprojekt, finanziell oder in Form von Landrechten, Auswirkungen auf die Wahrnehmung des Projektes. Marginalisierte Familien sehen die Entwicklung kritischer und äußern größere Bedenken. Die von Subsistenzwirtschaft lebenden Familien, insbesondere Fischer, sehen ihre Lebensgrundlage bedroht. So konzentrieren sich die Ängste und Befürchtungen auf die Auswirkungen auf die Umwelt (161 Antworten für Auswirkungen auf die Umwelt im Allgemeinen, 111 Antworten für die Auswirkungen auf die Lagune und 68 Antworten für die Auswirkungen auf die Mangrovenwälder). Aus den Erfahrungen jahrzehntelangen Nickelbergbaus auf Neukaledonien wissen die Bewohner der Kanak-Dörfer, dass es, ausgelöst durch tropische Starkregenfälle, zu Erosionsprozessen im Oberlauf der Flüsse und zu Sedimentationsprozessen im Unterlauf kommt. Unter dem Begriff „Umwelt“ verstehen die Kanak jedoch nicht nur die physische und biologische Umwelt, sondern auch die sozio-kulturelle. Von der Form her ungewöhnliche Berggipfel, Felsen und Bäume besitzen eine kulturelle Bedeutung. Heiligenstätten, wozu ehemalige Dörfer, ehemalige Friedhöfe, das Haus der ehemaligen Stammesführer und Stätten, an denen in früherer Zeit Kranke geheilt wurden, zählen, genießen bei den Kanak eine hohe Bedeutung und müssen geschützt werden. Die Bedeutung eines Heiligenortes kann je nach Clan jedoch unterschiedlich sein und sich im Laufe der Zeit auch wandeln.

Ausblick

Der Bau dreier Nickelverarbeitungsfabriken in Neukaledonien (Doniambo am Anfang des 20. Jahrhunderts, Goro Nickel mit einer Inbetriebnahme 2009 und Koniambo mit einer

Inbetriebnahme 2012) in einem Land mit einer Fläche von nur 19.000 km² verstärkt die Konzentration und die wirtschaftliche Abhängigkeit vom Nickelbergbau. Diese Abhängigkeit macht das Land anfällig für Krisen. Die Argumentation ist schwierig zu führen, mit einer auf der einen Seite schnellen industriellen Entwicklung, die aber auf der anderen Seite neue soziale Disparitäten nach sich zieht. Während einige Kanak die Entwicklung nutzen können, werden andere wahrscheinlich unter einer verstärkten Marginalisierung leiden. Neukaledonien wird die Möglichkeit erhalten, wirtschaftlich unabhängiger zu werden, wenn es dem Land gelingt, die internationalen Unternehmen zu einem Transfer von „Know-how“ zu bewegen. Angesichts einer globalisierten, sich ständig verändernden Wirtschaft, in der Produktions- und Weiterverarbeitungsstandorte schnell wechseln, ist dies jedoch keine leichte Aufgabe. Zumindest die Abhängigkeit von den Transferzahlungen des Mutterlandes Frankreich wird dadurch verringert werden können.

